



HAL
open science

Chine, la crispation totalitaire

Chloé Froissart

► **To cite this version:**

| Chloé Froissart. Chine, la crispation totalitaire. 2022. hal-04097946

HAL Id: hal-04097946

<https://hal.science/hal-04097946>

Submitted on 15 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chine : la crispation totalitaire

Introduction

Chloé Froissart

p. 31

Le fantasme de l'Un. Pourquoi la Chine est totalitaire

Chloé Froissart avec la
collaboration de Kevin Cadou

p. 37

Une Inquisition rouge. Le Parti communiste chinois, malade du contrôle

Jérôme Doyon

p. 47

L'idéologue du régime

Sacha Halter

p. 57

Menaces sur l'économie chinoise

Entretien avec Philippe Aguinier

p. 67

Une seule Chine ? Défendre le *statu quo* à Taïwan

Antoine Bondaz

p. 77



Chine : la crispation totalitaire

Introduction

Chloé Froissart

À soixante-huit ans d'intervalle, le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et le XX^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) se sont répondu comme l'exacte antithèse l'un de l'autre. En février 1956, la dénonciation par Khrouchtchev du culte de la personnalité de Staline et des purges orchestrées au sein de la *nomenklatura* par les grands procès de Moscou avait permis l'entrée dans une nouvelle ère : celle de la libéralisation du régime soviétique et du camp socialiste. En octobre 2022, le XX^e Congrès du PCC a mis en scène Xi Jinping en nouveau Staline décomplexé, chef incontestable et apparemment incontesté d'un Parti renforcé, continuant de guider son peuple dans la nouvelle ère de grandeur et de puissance qu'il avait lui-même inaugurée, cinq ans plus tôt, au XIX^e Congrès.

Le rapport de Xi Jinping à un Congrès surmédiatisé a été connu d'emblée. Il passe sous silence la situation au Xinjiang, sur laquelle le régime a pourtant été pris à partie par la communauté internationale, ainsi que la guerre en Ukraine, le ralentissement économique et le chômage des jeunes. Sans surprise, le rapport met d'abord en avant les progrès accomplis dans la construction du socialisme aux couleurs de la Chine : la lutte contre la pauvreté, la politique « zéro Covid », gage d'une bonne gestion de l'épidémie qui a permis de sauver des vies, le recul de la corruption et le progrès de la démocratie. Alors que le XX^e Congrès du PCUS était celui du courage et de l'épreuve de la vérité, le XX^e Congrès du PCC est celui de la détermination à rester sur la voie tracée.

Apparence de toute-puissance

Certes, le régime chinois a les apparences de la toute-puissance. Deuxième puissance économique mondiale depuis 2010, la Chine est passée première en parité de pouvoir d'achat depuis 2014 et présente un produit national brut dix fois supérieur à celui de la Russie. Alors que la plupart des économies ont été durement touchées par la crise de la Covid, la Chine a tiré son épingle du jeu grâce à ses exportations, affichant ainsi un taux record de croissance de 8,1 % en 2021. La République populaire de Chine possède désormais son propre programme spatial, qui rivalise avec celui des États-Unis. Elle a posé, au début de 2019, un engin sur la face cachée de la Lune, une première mondiale, et un petit robot sur Mars en 2021. Elle prévoit d'envoyer des hommes sur la Lune à l'horizon 2030.

Xi Jinping a accumulé plus de pouvoir qu'aucun autre dirigeant dans l'histoire de la République populaire de Chine. Le règne de Mao a été ponctué par la perte et la reconquête du pouvoir, ses politiques étant régulièrement remises en cause par des dirigeants plus modérés, y compris par des critiques ouvertes, comme celle du général Peng Dehuai, célèbre dénonciateur de la famine qui a suivi le Grand Bond en avant. Quant à Deng Xiaoping, il n'a jamais exercé les fonctions de président ni de secrétaire général du Parti. S'il présidait *de facto* au destin du pays, à la tête de la commission militaire centrale, il a toujours mis l'accent sur une direction collégiale et agissait avant tout comme arbitre entre les différentes factions. Le Parti communiste chinois n'a jamais été aussi puissant et omniprésent qu'aujourd'hui, que ce soit à l'intérieur du pays ou sur la scène internationale. Avec ses quatre-vingt-seize millions de membres, il est le deuxième parti au monde après le Bharatiya Janata Party, parti du peuple indien, qu'il surpasse cependant en termes de ramifications internationales aux méthodes d'influence et de cooptation éprouvées.

Sur le plan intérieur, Xi Jinping a tout fait pour assurer la stabilité du régime. Dès son arrivée au pouvoir, il a fait passer des lois sur la sécurité nationale, le contre-espionnage et le terrorisme, qui contraignent les citoyens et les entreprises à collaborer avec le pouvoir et permettent de condamner toute personne présentant des opinions ou des comportements non conformes. Alliant répression et cooptation des cadres, Xi s'est assuré que ne se constituent pas de fiefs locaux. L'accent mis sur le contrôle empêche toute alliance entre citoyens et cadres, qui constituait

un des ressorts essentiels des mobilisations au début du premier mandat du président. Les différents dispositifs de surveillance, encore accrus par la crise de la Covid, assurent au régime des moyens technologiques inégalés de se prémunir contre le conflit.

Comme tout régime totalitaire, celui de Xi Jinping a mis l'accent sur un programme social et d'élévation du niveau de vie, dont les succès ne cessent d'être vantés par le système de propagande et qui peut de fait se prévaloir de certaines réalisations. En témoigne le fait que l'espérance de vie en Chine a désormais dépassé celle des États-Unis¹. D'importants budgets ont été débloqués pour le développement et le désenclavement des zones rurales et montagneuses, où les infrastructures routières et ferroviaires n'ont cessé de progresser. Si l'on en croit les enquêtes d'opinion menées régulièrement par des centres de recherche indépendants, le régime pourrait ainsi se prévaloir du soutien de la grande majorité de la population.

Faibles

Pourtant, les faibles sont nombreuses, à commencer par la situation économique du pays, qui conditionne la stabilité du régime. Conjonction des crises de la Covid et de l'immobilier, ainsi que d'une baisse record du yuan, la croissance chinoise, désormais inférieure à la moyenne asiatique, ne sera que de 2,8 % en 2022 selon les prévisions de la Banque mondiale. À cela s'ajoute le fait que la Chine n'est plus considérée comme un partenaire fiable : les entreprises n'y investissent plus. En outre, les facteurs structurels, plus difficiles à surmonter, pèsent pour beaucoup dans ce ralentissement, comme l'explique Philippe Aguinier dans ce dossier. Dans ces conditions, la Chine pourra-t-elle soutenir la démesure de son programme spatial et de surveillance, tout en épongeant la dette des banques et des gouvernements locaux et en poursuivant son programme social ?

La concentration de tous les pouvoirs entre les mains de Xi Jinping le surexpose et alimente sa paranoïa. Le « *président de tout* », comme l'a surnommé *Foreign Affairs*, est désormais pris dans l'engrenage du

1 - « Comment l'espérance de vie en Chine a dépassé celle des États-Unis » [en ligne], *Le Grand Continent*, 14 septembre 2022.

dictateur qui, à l'instar de Staline, le conduit à éliminer même ses plus proches collaborateurs au sein de la sécurité publique et de la surveillance. Parmi les têtes coupées en 2022, on compte notamment Fu Zhenghua, vice-ministre de la Sécurité publique, successeur et allié de Sun Lijun qui avait connu le même sort en 2020, ainsi que Xiao Yaqing, ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information, et membre de la commission d'inspection de la discipline issue du XVIII^e Congrès, qui a aidé Xi Jinping à asseoir son pouvoir.

Le Parti est désormais menacé d'atrophie. Autrefois assurée par la capacité des dirigeants à fédérer les différents courants en son sein et la recherche du compromis, son unité est aujourd'hui maintenue par une prophylaxie sans cesse recommencée au nom d'une « pureté » inatteignable (voir l'article de Jérôme Doyon). Tournant le dos aux recommandations de Mao, le PCC s'est « coupé des masses » en devenant un parti

Le primat de l'idéologie contribue à couper les instances supérieures de l'État-Parti du pays réel, les rendant sourdes à la souffrance et la colère d'une grande partie de la population.

élitiste. En 2020, les professionnels et managers diplômés du supérieur représentaient 50 % des adhérents, pour moins de 35 % d'ouvriers et de paysans², tandis que les femmes sont singulièrement absentes des postes de direction en son sein. L'obsession pour le contrôle et la loyauté politique entrave la capacité d'adaptation du régime qui, pendant toute l'ère des réformes, a été le gage de sa

pérennité. Comme le rappellent les débuts de la crise de la Covid, les informations ne remontent plus³; paralysés par la peur, les cadres locaux n'innovent plus et n'entretiennent plus de dialogue avec la société. Étouffés par le contrôle de l'État central, les gouvernements locaux ont perdu une partie de leur autonomie, dont dépendait leur capacité à répondre aux besoins de la population. Le primat de l'idéologie contribue également à couper les instances supérieures de l'État-Parti du pays réel, les rendant sourdes à la souffrance et à la colère d'une grande partie de la population.

2 - Voir Jérôme Doyon, « Que reste-t-il du communisme en Chine? », *Le Monde diplomatique*, juillet 2021.

3 - Voir Chloé Froissart, « Le coronavirus révèle la matrice totalitaire du régime chinois », *Le Monde*, 11 février 2020.

Celle-ci entretient des sentiments plus complexes à l'égard du régime que ne le laissent entendre les grandes enquêtes d'opinion. Pendant les confinements de Wuhan et de Shanghai, une phrase tournait en boucle sur les réseaux sociaux : « Tout est politique » – la Révolution culturelle était régulièrement évoquée. À la veille du Congrès, un homme au courage inouï a accroché une bannière sur un pont à Pékin, sur laquelle on pouvait lire : « *Pas de tests PCR mais à manger, pas de contrôle mais la liberté, pas de mensonge mais la dignité, pas de Révolution culturelle mais la réforme, pas de dirigeant suprême mais le vote, nous ne voulons pas être des esclaves mais des citoyens.* » Qui sait de combien de personnes cet homme exprimait le fond de la pensée ? Les confinements, notamment à Shanghai, l'affaire des épargnants du Henan⁴ et la crise de l'immobilier ont aliéné une partie de la classe moyenne au régime, dont elle était jusqu'alors le meilleur allié⁵. Certes, les protestations ne sont pas de nature à remettre en cause le régime, mais la conscience du décalage croissant entre les mots d'ordre du Parti (démocratie efficace, prospérité commune, lutte contre la corruption et la pauvreté) et la réalité est manifeste chez une partie de la population.

En marche vers la guerre ?

Xi Jinping cherche à faire évoluer les deux piliers de légitimation du régime : l'idéologie et le nationalisme sont désormais accentués par rapport à la croissance économique et à la capacité de réponse du régime aux besoins de la population. L'idéologie commande avant tout une confiance sans faille dans le Parti et l'unité autour de son chef suprême (voir l'article de Sacha Halter). Le nationalisme est entretenu par une réécriture de l'histoire qui ravive le souvenir des humiliations infligées à la Chine par l'Occident et exalte le sentiment de grandeur nationale. Pour les diplomates surnommés « *loups combattants* », la guerre en Ukraine a été l'occasion de nourrir un sentiment de revanche contre l'« Occident », désigné comme agresseur de la Russie. Une rhétorique similaire a été utilisée lors de la visite de Nancy Pelosi à Taïwan, présentée comme une

4- Entre avril et juin 2022, des épargnants de la province du Henan ont tenté en vain de récupérer leurs avoirs détenus par les banques de la capitale provinciale.

5- Voir Jean-Louis Rocca, *Une sociologie de la Chine*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2010.

violation de la souveraineté de la République populaire de Chine sur l'île (voir l'article d'Antoine Bondaz). Comme le souligne son rapport au Congrès, Xi Jinping cherche à maintenir la cohésion sociale en attisant le sens de l'adversité et en entretenant une mystique de la lutte. La population est préparée aux sacrifices à venir. L'alternative est désormais claire : soit Taiwan collabore à sa propre annexion, soit la Chine fera usage de la force. Ce qui n'est pas dit, en revanche, c'est quand la Chine jugera ce moment opportun. L'histoire n'est cependant jamais écrite et le régime reste en proie à des contradictions.

Le fantasme de l'Un

Pourquoi la Chine est totalitaire

Chloé Froissart avec la collaboration de Kevin Cadou

Le terme de totalitarisme est aujourd'hui peu présent dans les discours scientifiques sur la Chine. Les raisons en sont multiples. Elles sont souvent d'ordre diplomatique et pragmatique, mais tiennent aussi aux usages polémiques du concept et à ses manipulations politiques. L'instrumentalisation politique du concept, notamment pendant la période du maccarthysme aux États-Unis, a puissamment contribué à le marginaliser au sein du débat académique. Le terme de totalitarisme fait peur et semble archaïque, trop rapidement attaché à une page d'histoire qui se serait refermée avec le xx^e siècle.

Nous nous intéressons ici avant tout aux arguments des chercheurs qui s'opposent au qualificatif de totalitarisme et qui nous semblent de deux ordres : d'une part, la prégnance d'idées reçues sur le totalitarisme et, d'autre part, le manque de perspective diachronique, qui empêche de voir l'évolution du régime chinois et en particulier la réduction drastique du pluralisme depuis l'ère Hu Jintao-Wen Jiabao (2002-2012), voire jusqu'au premier mandat de Xi Jinping (2012-2017).

Le concept de totalitarisme, tel qu'il est envisagé par Claude Lefort comme fantasme de l'Un, fournit un autre éclairage de la dynamique du Parti communiste chinois, qui se pose comme le garant indispensable d'une société unie, tout en pointant le décalage entre l'intention du pouvoir et la réalité empirique. Déterminer si un régime est totalitaire revient donc à rendre compte du processus de resserrement des espaces de la société et de l'État absorbés progressivement par le Parti et son chef suprême. De ce point de vue, le totalitarisme n'a cessé de progresser en Chine depuis la prise de pouvoir de Xi Jinping.

Un concept dépassé ?

C'est souvent la persistance du conflit et la capacité de négociation de la population chinoise qui sont mises en avant pour refuser le qualificatif de totalitarisme. Associant ce concept aux écrits de Hannah Arendt ou de George Orwell, qui lui ont donné une dimension apocalyptique, certains chercheurs assimilent le totalitarisme à un « *parti monolithique* », « *une société écrasée*¹ » ou encore « *l'organisation massive d'individus atomisés et isolés* » qui ambitionne de « *(re)modeler fondamentalement sa société selon son idéologie, dans un climat de violence policière qui touche la totalité de la vie de tous les individus*² ». En somme, ce qu'évoque le concept de totalitarisme chez ces auteurs, c'est la capacité du régime à exercer un contrôle total sur la société et les individus, « *y compris dans les domaines de l'intime et de la vie privée* », au point de « *détruire [toute] réalité humaine et les structures sociales*³ », toute capacité d'agir contre l'injonction du pouvoir.

Les travaux de l'histoire sociale ont cependant largement démontré que les sociétés totalitaires n'ont jamais été des sociétés entièrement démunies face à l'oppression. L'Union soviétique comme l'Allemagne nazie n'échappèrent pas aux mouvements de grève⁴. Le pluralisme n'a jamais complètement disparu. Des interprétations multiples de ce que devaient constituer le nazisme, le communisme ou le fascisme italien ont coexisté au sein d'un même régime⁵. Les régimes fascistes ont dû tolérer les protestations des Églises jusqu'au dernier instant⁶. La terreur fut également à géométrie variable dans l'histoire de ces régimes, à la fois chronologiquement (ils alternèrent entre des phases de purge et des phases d'accalmie, ce qui fut particulièrement visible dans le cas de l'URSS) et spatialement (les campagnes allemandes furent nettement moins affectées par la montée du nazisme). Les sociétés totalitaires

1 - Jean-Louis Rocca, « Xi Jinping n'est pas un nouveau Mao », *Alternatives économiques*, 15 novembre 2021.

2 - Hannah Arendt, citée dans Stéphanie Balme, *La Tentation de la Chine. Nouvelles idées reçues sur un pays en mutation*, Paris, Le Cavalier bleu, 2013, p. 103.

3 - J.-L. Rocca, « “Restons couchés”, ou comment mieux comprendre la nature du régime chinois à travers un mouvement contestataire » [en ligne], *The Conversation*, 3 février 2022.

4 - Voir A. J. Andreev, Leonid Iosifovitch Borodkin et Juri I. Kir'Janov, « Les conflits du travail en Russie soviétique pendant le “communisme de guerre” et la N.E.P. », trad. par Jean-Paul Depretto, *Le Mouvement social*, n° 196, 2001, p. 41-62.

5 - Voir Marie-Anne Matard-Bonucci, *Totalitarisme fasciste*, Paris, CNRS Éditions, 2018.

6 - Voir Emilio Gentile, *Pour ou contre César ? Les religions chrétiennes face aux totalitarismes* [2010], trad. par Stéphanie Lanfranchi, Paris, Aubier, 2013.

n'étaient pas atomisées, mais elles transformèrent les rapports sociaux en profondeur⁷. Les effectifs de la police ne permettaient pas un contrôle total de la société, le rouage principal du système terroriste étant actionné par les dénonciations entre citoyens⁸. L'État de droit a également coexisté avec l'état d'exception, certains juifs ont ainsi réchappé de justesse à l'internement grâce à la justice allemande⁹. Les régimes totalitaires furent bien plus souples et divers que leur image d'Épinal.

La pensée de Claude Lefort permet de revenir au concept de totalitarisme tout en prenant en compte cet apport. Lefort définit le totalitarisme comme le fantasme de l'Un. Il peut se comprendre comme le fantasme de la fusion du pouvoir, du savoir et de la loi dans une instance unique, qui entend donner à la société son unité non plus simplement symbolique mais aussi réelle¹⁰. Ce qui est visé, c'est la disparition du conflit social (qui n'a plus lieu d'être parce que la société est réputée unie) et donc la dénégation des différences. Le fantasme de l'Un entretient l'idée d'une société transparente à elle-même qui serait capable de modifier et de contrôler chacun de ses rouages. Il en va néanmoins tout autrement de la réalité empirique. Pour Lefort, le régime totalitaire produit inévitablement des conflits, en dépit de son discours¹¹. Lorsqu'il est question de totalitarisme, il ne s'agit donc pas de chercher une société entièrement à la solde d'un parti unique (cela n'arrivera jamais, c'est le fantasme du parti au pouvoir), ni même de toutes les composantes de ce parti à l'égocrate. Il s'agit au contraire de trouver les éléments qui indiquent à la fois l'existence d'un tel fantasme, la mise à disposition des moyens pour y parvenir, et le degré de resserrement des espaces de la société civile et de l'État absorbés progressivement par le parti et son chef suprême.

7 - Voir Michael Geyer et Sheila Fitzpatrick (sous la dir. de), *Beyond Totalitarianism: Stalinism and Nazism Compared*, New York, Cambridge University Press, 2009.

8 - Voir George L. Mosse, "Toward a general theory of fascism", dans *The Fascist Revolution: Toward a General Theory of Fascism*, New York, Howard Fertig, 1999.

9 - Sur les mythologies concernant les régimes totalitaires, voir notamment Bernard Bruneteau, *L'Âge totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, Paris, Le Cavalier bleu, 2017.

10 - Voir Claude Lefort, *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

11 - C. Lefort, « Sur la nature des régimes de l'Est » [1982], *Le Temps présent. Écrits (1945-2005)*, éd. Claude Mouchard, Paris, Belin, 2007, p. 501.

La mainmise

Ce fantasme se manifeste d'abord par une recentralisation du pouvoir et un transfert des fonctions de l'État vers le Parti sous l'autorité de Xi Jinping désigné comme « *noyau dirigeant* ». Onze commissions centrales ont été créées, toutes présidées par Xi, pour contrôler directement des domaines jugés stratégiques pour la sécurité de l'État, enlevant de ce fait la gestion des affaires étrangères, d'Internet, des affaires religieuses, de la sécurité nationale, de l'économie et des finances, etc., aux administrations et aux ministères. Tous les échelons administratifs, du ministère au comité villageois, ont été méthodiquement unifiés avec les comités du Parti à l'échelon correspondant au point que le dirigeant du Parti est aussi le dirigeant de l'administration. L'idéologie du Parti pour la nouvelle ère renforce encore le rôle de Xi et l'autorité indiscutable de la direction centrale du PCC : le Parti dirige tout, et Xi dirige le Parti¹².

Le pluralisme politique au sein du Parti a été drastiquement réduit. La campagne anti-corruption, périodiquement relancée, a permis à Xi Jinping d'éliminer tous ses ennemis politiques et de considérablement réduire le factionnalisme. Elle contribue à entretenir la peur parmi les cadres, décourageant la critique, même modérée, et donc le débat au sein du Parti¹³. Xi a réussi à créer un empire personnel en systématisant le clientélisme et en exigeant une loyauté sans faille envers sa personne. Cela a permis à sa clique, minuscule au début de son règne, de devenir la faction dominante au sein du Parti¹⁴. On assiste également au retour à un léninisme dur, là où Hu Jintao avait insisté sur la « *démocratie intra-parti* ». Des mesures, comme l'introduction d'un degré limité de compétition dans les élections internes au Parti ou la soumission des décisions du Parti au vote des cadres, ont été révoquées au profit du renforcement du contrôle de la direction sur les échelons inférieurs.

Xi Jinping s'appuie sur sa faction pour orchestrer un culte de la personnalité sans précédent depuis Mao. Sa « pensée » a été introduite dans

12 - Voir Nils Grünberg et Vincent Brusse, "The Central Commission for Deepening Reform as policy accelerator", dans Frank N. Pieke et Bert Hofman (sous la dir. de), *CPC Futures: The New Era of Socialism with Chinese Characteristics*, Singapour, National University of Singapore Press, 2022.

13 - Voir Jean-Philippe Béja, « Xi Jinping ou le retour du totalitarisme », *Esprit*, décembre 2020 ; Cai Xia, "The weakness of Xi Jinping: How hubris and paranoia threaten China's future", *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2022.

14 - Voir Willy Wo-Lap Lam, "The 20th Party Congress: Xi set to score big in composition of next leadership corps", *China Brief*, vol. 22, n° 15, 12 août 2022, p. 6-11.

la constitution du Parti dès la fin de son premier mandat, alors que Mao et Deng avaient dû attendre la fin des leurs avant que leurs contributions théoriques n'atteignent un tel statut. Ses portraits sont accrochés partout. Pas une journée ne se passe sans que les unes des journaux ne se fassent l'écho de ses déplacements, discours, accomplissements ou qu'elles associent son maintien au pouvoir à la « *renaissance de la grande nation chinoise* ». En avril 2022, les responsables du Parti de la province du Guangxi ont proposé un nouveau slogan : « *Toujours soutenir le chef, défendre le chef et suivre le chef.* » En écho au « petit livre rouge » de Mao, ils ont également publié une collection de poche de citations de Xi et invité les citoyens à mémoriser son contenu.

Le fait même que Xi ne cesse d'insister sur la loyauté des cadres du Parti indique qu'il ne peut s'en assurer. Nous ne connaissons pas la réalité des camps au Xinjiang si des documents administratifs faisant état de leur mode de fonctionnement n'avaient pas fuité. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, seul le Premier ministre Li Keqiang, qui ne briguera pas de troisième mandat, ose encore contester le bilan du président, notamment en matière de lutte contre la pauvreté. Le temps est loin où des cadres du Parti et de l'administration unissaient leurs voix pour dénoncer, dans une lettre ouverte, la concentration excessive du pouvoir dans les mains de Xi Jinping et demander sa démission, comme lors de la session de l'Assemblée populaire nationale de 2016.

Absorption et homogénéisation de la société

La reprise en main du Parti sur la société et sa volonté de l'homogénéiser sont clairement illustrées par la politique du PCC à l'égard des organisations sociales. Un tournant a eu lieu en 2015-2016 avec la répression de toutes les organisations de défense des droits des citoyens. En 2017 est entrée en vigueur une loi visant à couper la société civile chinoise de toute influence étrangère. La même année, la loi sur la charité a éradiqué la zone grise, non institutionnalisée, dans laquelle subsistaient la plupart des organisations sociales en Chine. Elle a facilité l'enregistrement auprès de l'État des organisations « caritatives » au détriment des autres, tout en

donnant des pouvoirs extrêmement étendus à celui-ci dans le contrôle des comptes, employés, objectifs, etc., des organisations¹⁵.

L'État-Parti a multiplié les moyens pour s'assurer de la stricte mise en œuvre de la réglementation. Les cadres locaux qui, jusqu'au premier mandat de Xi, protégeaient les organisations illégales tant qu'ils pouvaient tirer les bénéfices et minimiser le coût de leur action sont désormais tenus personnellement responsables s'ils établissent des contacts avec de telles organisations. L'État-Parti s'appuie en outre sur la e-gouvernance pour s'assurer de la mise en conformité permanente des organisations enregistrées et orchestrer une tyrannie de la transparence. Depuis 2019, une application sur la messagerie WeChat permet de vérifier instantanément le statut juridique et les données de base de toute organisation sociale en recherchant simplement son nom. Les autorités publient sur des plateformes en ligne des listes noires d'organisations enfreignant la loi. Celles qui n'ont pas respecté les exigences pour l'approbation de leurs activités sont humiliées¹⁶.

Afin de s'assurer que les organisations sociales se développent selon la voie politiquement correcte, la création de cellules du Parti a été relancée. Les organisations qui ne s'y plient pas ne peuvent ni s'enregistrer ni obtenir des fonds publics. Dans le Guangdong, deuxième province pour le nombre d'organisations sociales, le taux de pénétration du PCC était de 86,6 % dès 2015¹⁷. Pour s'assurer que ces cellules ne soient pas dormantes, des « responsables de l'orientation du travail du Parti » et des « officiers de liaison », chargés d'observer et de rapporter les activités du Parti dans les organisations sociales, y sont employés à plein temps. En d'autres termes, il est devenu quasiment impossible pour les organisations sociales de survivre sans se conformer au rôle d'extensions et d'auxiliaires de l'État-Parti. À tout le moins, elles ne sont plus des entités capables de négocier le conflit social, comme c'était le cas jusqu'à la fin du premier mandat de Xi Jinping.

15 - Voir Chloé Froissart, "Changing patterns of Chinese civil society: Comparing the Hu-Wen and the Xi Jinping eras", dans Willy Wo-Lap Lam (sous la dir. de), *Routledge Handbook of the Chinese Communist Party*, Londres, Routledge, 2018, p. 352-371.

16 - Voir Holly Snape, "Painting in grey and permeating gaps: Changing the space for Chinese NGOs", *Made in China*, vol. 4, n° 2, avril-juin 2019, p. 35-41.

17 - *Guangdong provincial social organization Party-building work investigation, report 2015*, Zhongguo shehui zuzhi (China Social Organizations), n° 1, 2016, p. 25-27.

La sphère économique a été soumise au même traitement : création de cellules du Parti dans les entreprises ; « disparition » ou arrestation des entrepreneurs les plus en vue, comme Jack Ma, le patron d'Alibaba qui a critiqué le système financier chinois, ou Sun Dawu, l'entrepreneur en agrobusiness adepte de Charles Fourier¹⁸ ; mise au pas, par des amendes colossales, des entreprises de technologie dont les ressources économiques, financières et en *big data* devenaient menaçantes pour le Parti ; reprise en main de la Bourse...

Contrôler la société

La stabilité sociale, qui a toujours été l'une des priorités de l'ère post-maoïste, a été assimilée à la sécurisation à outrance sous Xi Jinping. Comme le président l'a affirmé dès son arrivée au pouvoir, il faut « *penser au danger au milieu de la stabilité* », c'est-à-dire étouffer toute opposition dans l'œuf. Le cas du Xinjiang montre que ce qui est interprété comme « opposition » peut recouvrir une signification très large, renvoyant non seulement à une simple différence (linguistique, vestimentaire, dans les pratiques), mais aussi au fait que l'État ne puisse contrôler le sens dont les individus investissent leurs actes, même les plus anodins, comme utiliser la porte de derrière pour sortir de chez soi. Cette appréhension très large du spectre de la menace par l'État-Parti a conduit dans la région à un taux d'internement des populations ethniques supérieur à ceux du stalinisme, et à leur rééducation afin de s'assurer de leur loyauté corps et âme à l'État-Parti¹⁹.

Les moyens de surveillance mis en place par le régime n'ont aucun équivalent dans l'histoire. En 2021, il y avait 540 millions de caméras de vidéosurveillance en Chine, soit 54 % des caméras du monde ou encore 372,8 caméras pour 1 000 personnes²⁰. Grâce à l'hyper-numérisation des services, encore accrue par la Covid, et l'usage massif des réseaux sociaux, gérés par des plateformes demandant toujours plus

18 - Voir Pierre Haski, « Sun Dawu, une histoire chinoise de Mao à Xi Jinping », *L'Obs*, 25 juin 2021.

19 - Voir Nathalie Guibert, « "Xinjiang Police Files" : révélations sur la machine répressive chinoise contre les Ouïgours », podcast produit par Cyrille Bedu, réalisé par Amandine Robillard et présenté par Jean-Guillaume Santi, *Le Monde*, 7 juin 2022.

20 - Paul Bischoff, « Surveillance camera statistics: Which cities have the most CCTV cameras? » [en ligne], *Comparitech*, 11 juillet 2022.

d'informations personnelles, les entreprises chinoises possèdent une immense quantité de données dont le siphonnage par l'État est consacré par la loi depuis 2021. Ces données sont régulièrement utilisées à des fins

Les moyens de surveillance mis en place par le régime n'ont aucun équivalent dans l'histoire.

politiques, comme en atteste l'utilisation du code QR de l'application anti-Covid pour empêcher les épargnants du Henan de manifester dans la capitale provinciale pour y récupérer leur épargne retenue par les banques²¹. Nul doute que l'accroissement des moyens de surveillance a considérablement renforcé le contrôle de l'État-Parti sur la société et les individus. Il n'en reste pas moins que celui-ci se heurte à l'incapacité structurelle du régime à exercer un contrôle total.

Quelle contestation ?

Il existe toujours en Chine des mobilisations, car le régime poursuit des objectifs contradictoires qui créent des interstices dans lesquels la contestation peut se glisser. La volonté de contrôle total du Parti entre en conflit avec la nécessité de maintenir une forme de contrat social (le Parti gouverne pour le bien du peuple) que les citoyens sont amenés à contester. Même sous Mao, le peuple était régulièrement invité à prendre la parole pour assurer la légitimité du régime : critiquer le Parti devait l'aider à se rectifier pour ne pas se couper des masses. Aujourd'hui, même si la critique n'est plus de mise, le Parti a toujours besoin de connaître les préoccupations de la population pour pouvoir débusquer les problèmes à la racine. L'impératif sécuritaire se heurte également à la nécessité de maintenir la croissance économique, qui suppose de laisser aux entreprises un espace pour poursuivre leurs intérêts, et à la nécessaire répartition du travail entre l'État central et les gouvernements locaux, qui divise l'administration selon des intérêts contradictoires.

Ces contradictions expliquent par exemple que les réseaux sociaux restent une caisse de résonance de l'indignation publique, comme lors des confinements à Wuhan en 2020 et à Shanghai au printemps 2022. Les performances économiques ayant une pondération importante dans

21 - Voir Zhang Zhulin, « Surveillance. En Chine, le code QR santé détourné pour contrôler les mouvements des habitants ? », *Courrier international*, 16 juin 2022.

la notation des cadres locaux, ces derniers tendent à négocier avec la direction centrale un allègement des contraintes politiques à l'égard des entreprises gérant le contenu des sites internet et des réseaux sociaux afin d'attirer celles d'entre elles qui sont les plus profitables. Fortes de cette protection, les entreprises appliquent moins strictement la censure sur les contenus pour obtenir plus d'utilisateurs. Cet alignement des intérêts économiques entre les gouvernements central et locaux et les entreprises explique que des espaces limités pour la circulation de l'information, la critique et la dénonciation subsistent sur Internet²². Cependant, la fermeture constante de sites internet reflète une baisse importante de cette capacité de négociation des acteurs politiques et économiques : en 2021, un total de 1,3 milliard de comptes ont été supprimés et 3 200 sites internet ont été fermés²³. La mise au pas des entreprises de technologie souligne le primat de l'impératif sécuritaire sur l'impératif économique. Enfin, la durée et la rigueur des confinements (plus de deux mois à Shanghai), qui se poursuivent un peu partout en Chine, et d'une manière générale, la persistance de la politique « zéro Covid » indiquent que l'impératif sécuritaire tend à l'emporter sur la prise en compte de l'opinion.

Face à l'augmentation des contraintes et de la répression, les protestations ont par ailleurs changé de nature. À la fin de l'ère Hu-Wen et au début du mandat de Xi Jinping, les grèves reflétaient une conscience des droits : les revendications portaient sur le droit de s'organiser de manière autonome, d'élire des représentants syndicaux, de négocier des augmentations de salaire, et les ouvriers mettaient en pratique ces droits même en l'absence de leur garantie²⁴. Aujourd'hui, les revendications concernent à nouveau l'application de la loi et portent avant tout sur le paiement des arriérés de salaires et les indemnités pour accidents de travail²⁵. La répression des organisations non gouvernementales et des défenseurs des droits a été fatale à la capacité à s'organiser des travailleurs. En réponse à la répression des grèves, autrefois tolérées, les réseaux sociaux restent souvent le seul recours : les travailleurs y font état, à titre individuel, de leur

22 - Voir Aifang Ma, "Double Bind Regulation" of the Internet and Social Media in Contemporary China, thèse de doctorat, Sciences Po Paris, 2022.

23 - Voir Xinlu Liang, "Nationalistic blogger Sima Nan banned from Chinese social media" [en ligne], *South China Morning Post*, 23 août 2022.

24 - Voir C. Froissart, "Negotiating authoritarianism and its limits: Worker-led collective bargaining in Guangdong province", *China Information*, vol. 32, n° 1, 2018, p. 23-45.

25 - Voir la carte des grèves du *China Labour Bulletin* (maps.clb.org.hk).

désespoir ou publient des photographies de groupes tenant des pancartes où sont inscrites leurs revendications, dans l'espoir qu'elles seront relayées par les internautes. L'indignation des consommateurs parvient parfois à faire plier les entreprises, qui versent alors les salaires, voire changent leur mode de fonctionnement. Ce fut notamment le cas en septembre 2020, lorsque le magazine *Remmu* a dénoncé la tyrannie des algorithmes sur les livreurs de repas, le temps toujours plus réduit de livraison étant à l'origine de la multiplication des accidents de la route. Le reportage est devenu viral sur les réseaux sociaux. En réponse, l'entreprise Meituan, numéro un du secteur de la livraison de repas, a ajouté huit minutes au temps de livraison et donné la possibilité aux clients d'en rajouter²⁶. Mais ce type de mobilisation est de toute évidence beaucoup plus rare que sous Hu-Wen. D'une manière générale, privées des intermédiaires qui relayaient les demandes sociales auprès de l'État (ONG, avocats, intellectuels engagés), les mobilisations parviennent de moins en moins à influencer les prises de décision politiques.

La Chine est bien entrée dans une nouvelle ère du totalitarisme qu'il s'agit désormais de caractériser : Xi n'est pas le nouveau Mao, pas plus que le régime totalitaire chinois actuel n'est le même qu'à l'époque maoïste. Il s'en distingue notamment par la prévalence du contrôle et de la surveillance sur les mouvements de masse qui recherchaient l'adhésion de la population. La violence y est moins visible : elle s'exerce à l'ombre des camps au Xinjiang. Lorsqu'elle s'exprime ouvertement, comme lors du confinement de Shanghai, elle ne couvre plus tout le territoire comme pendant la Révolution culturelle et se déploie sur une durée plus limitée. Le totalitarisme est situé dans l'histoire. Le régime chinois actuel conserve des caractéristiques de l'époque autoritaire, comme l'existence d'organisations sociales. Mais, tout en étant plus institutionnalisées, celles-ci ne jouent plus le rôle de négociateurs du conflit social. Le régime chinois participe également de tendances internationales : le développement de la surveillance, de l'évaluation, autant de nouvelles formes d'asservissement de l'individu qui visent, dans le cas du régime de Xi, à uniformiser les comportements pour accréditer la fiction d'une société « Une », sans jamais y parvenir totalement.

26 - Voir « Les livreurs de repas, victimes des algorithmes », *Le Vent de la Chine*, n° 32, septembre 2020.

Une Inquisition rouge

Le Parti communiste chinois, malade du contrôle

Jérôme Doyon

Avec le XX^e Congrès national du Parti communiste chinois (PCC) d'octobre 2022 s'ouvre une séquence politique importante, marquant la fin du second mandat de Xi Jinping en tant que secrétaire général du Parti et président de la République populaire de Chine. Cette période de transition se clôturera avec le rendez-vous annuel de l'Assemblée nationale populaire, prévu au printemps 2023.

Le Congrès national du PCC se réunit tous les cinq ans. Plus de deux mille délégués se retrouvent à Pékin, représentant les quelque quatre-vingt-seize millions de membres du Parti. Sa fonction principale est d'élire le nouveau comité central du Parti, composé d'environ trois cent cinquante membres, titulaires et suppléants, issus de postes clés au sein de l'administration centrale et locale, des entreprises d'État et de l'armée. Le comité central sélectionne alors, en son sein, une vingtaine de dirigeants qui forment un bureau politique ainsi que le comité permanent du bureau politique : les cadres les plus puissants du pays. Quelques mois plus tard, l'Assemblée nationale populaire nomme les hauts dirigeants de l'État, dont le président de la République, issus dans leur grande majorité de l'équipe dirigeante du PCC récemment nommée.

Bien qu'elle suive des procédures réglées, la séquence actuelle est caractérisée par l'immobilisme. Au lieu de laisser la place à une nouvelle génération de dirigeants après dix ans de règne, Xi Jinping est prêt à rester au pouvoir pour un troisième mandat. Il remet ainsi en question les principes de succession à la tête du PCC, mis en place depuis la fin des années 1980. Si ces principes n'étaient que partiellement institutionnalisés,

ils permettaient une passation de pouvoir relativement pacifique au sommet de l'État-Parti. Cette absence de passation de pouvoir au sommet de l'organisation est aussi symptomatique des évolutions à l'œuvre au sein du Parti sous Xi Jinping, à la fois d'une concentration croissante du pouvoir entre ses mains que d'une réaffirmation de la primauté du PCC. Ces dernières années, la suprématie du PCC n'a cessé de s'affirmer. Cela se manifeste dans la croissance de l'organisation et dans sa pénétration de la société, de l'économie, mais aussi de l'État chinois. Comme le note la charte du PCC depuis son amendement en 2017 : « *Parti, gouvernement, armée, société et éducation – à l'est, à l'ouest, au sud et au nord, le Parti dirige sur tous les fronts.* » Cela prend aussi la forme d'un tournant disciplinaire au sein du PCC. Ses membres sont appelés à ne pas oublier la « *mission fondatrice* » de l'organisation et à obéir de manière inconditionnelle à son « *noyau* », Xi Jinping. Si « *l'arme organisationnelle* » est un des piliers de la stabilité du régime, on peut se demander ce que cet expansionnisme sans limite du Parti augure pour son avenir. Quelle place reste-t-il en son sein pour le débat et la discussion quand Xi Jinping concentre tous les pouvoirs et pourchasse les cadres dont il doute de la loyauté ?

Un parti expansionniste

Le PCC ne cesse de recruter de nouveaux membres. Il en compte désormais autour de quatre-vingt-seize millions, soit plus de 6 % de la population du pays. Il a aussi montré, en particulier depuis les années 1990, sa capacité de se transformer de l'intérieur, en cooptant les membres de l'élite émergeant des réformes de libéralisation économique engagées à la fin des années 1970. Après le mouvement étudiant de 1989 et sa répression, le PCC a mis l'accent sur le recrutement d'étudiants et de jeunes diplômés. Au début des années 2000, Jiang Zemin a levé l'interdiction de recruter des capitalistes, considérés jusqu'alors comme des ennemis de classe, afin que le PCC ne représente plus uniquement les classes « révolutionnaires » (ouvriers, paysans et militaires) mais aussi « *les forces productrices avancées* » du pays. Le Parti s'adapte ainsi à une société en transformation en cooptant des hommes et femmes d'affaires. Le résultat est que le PCC est rapidement devenu de plus en plus élitiste. Déjà en 2010, les diplômés du supérieur égalaient le nombre

de paysans et ouvriers dans ses rangs. Dix ans plus tard, le Parti compte 50 % de membres diplômés du supérieur pour moins de 35 % d'ouvriers et paysans¹.

L'élargissement du recrutement s'accompagne d'une plus grande pénétration de la société par la structure organisationnelle du PCC. Plus de cinq millions de cellules du Parti tapissent la société chinoise : elles sont présentes dans toutes les localités, administrations, ainsi que dans la plupart des entités du secteur public, entreprises ou structures associatives. Ces cellules du Parti permettent de coordonner les activités de l'organisation et de faire remonter les informations provenant de la base. Dans un système léniniste comme la Chine, ces cellules ne rendent des comptes qu'aux organes supérieurs du Parti et sont rarement tenues légalement responsables par les tribunaux, et agissent ainsi largement en dehors des règles de droit.

Le nombre de cellules du Parti a augmenté rapidement depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, notamment au sein du secteur associatif et des entreprises privées, afin de surveiller et parfois d'influencer ces entités. Il est désormais obligatoire, pour toute entreprise cotée sur le marché chinois, d'établir une cellule du PCC. La pénétration du secteur privé par le PCC est particulièrement nette au sein des grands groupes : plus de 90 % des cinq cents plus grandes entreprises chinoises hébergent une cellule du Parti. L'objectif du Département de l'organisation du Parti, qui a pour mission de gérer ses ressources humaines, est de « *couvrir de manière exhaustive* » le secteur privé².

Mais, au-delà de leur nombre, ces cellules du PCC voient aussi leur rôle changer. Dans les entreprises privées par exemple, elles ne jouaient jusqu'à récemment qu'un rôle secondaire, principalement lié au recrutement et à la formation de nouveaux membres, ainsi qu'à l'organisation d'activités sociales et culturelles pour ces derniers. Or des directives du Parti datant de 2020 et visant à développer un « *système d'entreprises modernes aux caractéristiques chinoises* » demandent aux entreprises privées « *d'adhérer au principe selon lequel le Parti possède un pouvoir de décision en matière*

1 - Voir Nis Grünberg, "Who is the CCP? China's Communist Party in infographics" [en ligne], *Mercator Institute for China Studies*, 16 mars 2021.

2 - Voir Jude Blanchette, "Against atrophy: Party organisations in private firms", *Made in China*, vol. 4, n° 1, janvier-mars 2019.

de ressources humaines³ ». Selon Ye Qing, vice-président de la Fédération chinoise de l'industrie et du commerce, cela implique la subjugation de la gestion du personnel à l'autorité du Parti⁴. L'objectif est que recrutements et licenciements soient soumis à l'accord préalable des cellules du Parti. Ye Qing recommande également aux entreprises de mettre en place une structure de surveillance et d'audit sous l'autorité du PCC, visant à garantir le respect de la loi par l'entreprise, mais aussi à gérer les manquements à la discipline et autres « *comportements anormaux* » des employés. L'appareil disciplinaire du Parti s'étend alors également aux employés de l'entreprise qui ne sont pas membres du PCC.

Illustration de cet expansionnisme du Parti, la suggestion d'internautes que les trois astronautes de la station spatiale chinoise Tianhe, tous trois membres du PCC, puissent créer la première cellule du Parti dans l'espace a été récemment relayée par la presse étatique (il suffit d'un minimum de trois membres pour créer une cellule). Au-delà de ce coup symbolique, le PCC exporte en effet ses structures au-delà des frontières chinoises. Alors que, jusque dans les années 2000, la surveillance et l'administration des citoyens chinois à l'étranger passaient principalement par les ambassades et consulats, le nombre croissant de membres du Parti établis à l'étranger – des officiels de l'État-Parti, mais aussi des employés d'entreprises ou des étudiants – donne un rôle croissant au PCC hors de la Chine⁵. Ces structures jouent, semble-t-il, principalement un rôle de surveillance et de mobilisation des Chinois à l'étranger. Elles doivent notamment s'assurer que ceux-ci ne soient pas corrompus par les « *forces internationales hostiles* », mais aussi qu'ils n'entachent pas la réputation de la Chine à l'étranger. On sait toutefois peu de choses de ces enclaves de contrôle politique car, allant à l'encontre des pratiques, voire des lois des pays où elles sont implantées, elles doivent souvent fonctionner clandestinement⁶.

Les velléités hégémoniques du PCC ne sont cependant pas uniquement tournées vers la société chinoise, mais aussi vers l'État-Parti chinois

3 - « Opinion sur le renforcement du travail de front uni au sein de l'économie privée de la nouvelle ère », Bureau général du Parti communiste chinois, 15 septembre 2020.

4 - Ye Qing, « Promouvoir la fusion du système de direction du Parti et du système de gestion des entreprises privées », *China Business Times*, 17 septembre 2020.

5 - Voir Bethany Allen-Ebrahimian, « The Chinese Communist Party is setting up cells at universities across America », *Foreign Policy*, 18 avril 2018.

6 - Voir Frank N. Pieke, « The CCP as a global force », dans Jérôme Doyon et Chloé Froissart (sous la dir. de), *The CCP at 100 years*, Camberra, Australian National University Press, à paraître.

lui-même. Comme le souligne le PCC, il faut « *diriger la lame du couteau vers l'intérieur*⁷ », ce qui se traduit par un renforcement de la primauté du Parti aux dépens des structures étatiques. Cela prend la forme d'une multiplication de commissions et autres groupes de coordination qui conduisent les politiques économiques, étrangères, de sécurité, ou encore la discipline interne au Parti. Ces structures rassemblent les dirigeants des principales administrations, du Parti et de l'État, concernées. On retrouve par exemple, à la tête de la commission centrale des affaires étrangères, le ministre des Affaires étrangères, mais surtout les dirigeants du Parti qui ont le dernier mot en matière de politique extérieure : le membre du bureau politique du PCC Yang Jiechi, ainsi que Xi Jinping lui-même. Reléguant l'appareil étatique au second plan, ces structures entérinent le poids prépondérant des hauts dirigeants du PCC dans la prise de décision, et en particulier le rôle de Xi Jinping, qui en dirige personnellement un grand nombre.

Allant à contre-courant de la volonté de séparer l'État du Parti, constamment mise en avant par les dirigeants chinois depuis le lancement des réformes économiques bien que jamais véritablement mise en œuvre, la tendance est désormais à la fusion des deux, sous l'égide du PCC. Avec le « Plan pour l'approfondissement de la réforme des institutions étatiques et partisans » de 2018, le PCC a annoncé l'absorption de nombreuses structures étatiques, touchant aux questions de propagande, aux affaires ethniques et religieuses, ou encore à la gestion des fonctionnaires qui se retrouvent alors soumis à l'appareil disciplinaire du Parti.

Une Inquisition rouge

Ces dernières années ont été marquées par un renforcement de l'appareil disciplinaire du PCC. En arrivant au pouvoir, Xi Jinping a lancé une campagne anti-corruption sans précédent. Ces dix dernières années, plus de onze millions de membres du PCC ont fait l'objet de mesures disciplinaires⁸. En plus de son envergure, la campagne anti-corruption de Xi Jinping se distingue des précédentes en visant des officiels de

7 - Voir Wu Guoguang, "Killing the different dreams, keeping the same regime: Xi Jinping's ten-year struggle to remake CCP elite politics" [en ligne], *China Leadership Monitor*, 1^{er} septembre 2022.

8 - *Ibid.*

très haut rang au sein de l'État-Parti, des « tigres ». C'est la première fois qu'une campagne de ce type cible, par exemple, un ancien membre du comité permanent du bureau politique du PCC : Zhou Yongkang, ancien secrétaire de la commission des affaires politiques et judiciaires du PCC. Dans un système où la corruption est endémique, Xi Jinping a su utiliser cette campagne comme une arme politique afin de démanteler les réseaux concurrents.

L'originalité de cette campagne tient aussi à son installation dans la durée. La lutte intensive contre la corruption et l'hétérodoxie politique est la nouvelle norme de la politique chinoise sous Xi. Elle a été institutionnalisée par l'adoption, en 2018, de la loi nationale de supervision et la création d'un système de commissions de supervision chargées de surveiller tous les employés du secteur public, avec à son sommet la commission nationale de supervision. Si, en apparence, ce système renforce les outils disciplinaires extérieurs au Parti, il est en fait sous le contrôle effectif de la commission de discipline et d'inspection du PCC. *Via* les commissions de supervision, le PCC étend alors son emprise disciplinaire au-delà de ses frontières organisationnelles : il peut désormais cibler des employés du secteur public qui ne sont pas membres du Parti.

Ce tournant disciplinaire va bien au-delà des questions de corruption et prend une tournure inquisitoriale. Les dirigeants actuels utilisent l'appareil disciplinaire du Parti afin de punir, en marge du système judiciaire, tout membre du PCC dont ils doutent de la loyauté. L'historien Timothy Cheek fait un parallèle entre l'Inquisition comme bras armé de l'Église catholique lors de la Contre-Réforme et l'appareil disciplinaire du Parti chapeauté par la commission de discipline et d'inspection⁹. Cette Inquisition rouge n'a toutefois d'autre dogme que la discipline organisationnelle et l'obéissance aveugle au chef.

Dans ce cadre, des pratiques maoïstes traditionnelles sont recyclées, pour s'assurer non plus de la pureté idéologique des cadres et membres du Parti, mais de leur allégeance à l'organisation et à son chef. Depuis 2013, tous les membres et cadres du PCC sont appelés à prendre part à des « réunions de vie démocratique ». Avec ces réunions, le PCC remet de fait au goût du jour les sessions de critique et autocritique qui avaient

9 - Voir "Timothy Cheek on ideology in China under Xi Jinping" [en ligne], Center for Advanced China Research, 17 juin 2022.

marqué l'ère maoïste. Les participants doivent faire pénitence de leurs comportements, perçus comme déviants, et dénoncer leurs collègues¹⁰. Les membres du Parti doivent aussi régulièrement participer à des séances de formation sur l'histoire et la ligne politique du PCC. Alors que le Parti fait la chasse au « *nihilisme historique* » dans les médias, les écoles, ou encore sur Internet avec la création d'un site permettant aux citoyens de dénoncer des cas de nihilisme, ces formations propagent une « *vision correcte de l'histoire* », en particulier des cent ans d'histoire du PCC¹¹. Elles sont aussi l'occasion pour les membres du Parti de rectifier leur pratique politique et de renforcer leur « *esprit de Parti* ».

Le retour en force de la notion d'esprit de Parti, initialement développée dans le contexte des campagnes de rectification des années 1930-1940¹², incarne la vision englobante de la loyauté politique qui se dessine sous Xi Jinping, touchant aussi bien à la discipline professionnelle qu'à l'éthique personnelle et la vie privée. Le PCC appelle désormais à « *renforcer la surveillance [du comportement des cadres] en dehors du lieu de travail, enquêtant sur leur moralité, leur éthique professionnelle, leur éthique familiale, leur intégrité personnelle, etc.* ». De plus, les relations personnelles qu'entretiennent les cadres est un facteur de plus en plus important dans l'évaluation de leur loyauté. Les récurrentes attaques officielles dirigées vers les « *officiels nus* » illustrent ce phénomène. Ces officiels, dont les enfants ou conjoints vivent à l'étranger, sont présentés comme facilement corrompus, voire prêts à faire défection. Plus généralement, les cadres et membres du Parti peuvent aisément être taxés de « *fausse loyauté* », un terme qui peut englober des comportements très variés, comme l'illustre cette définition fournie par une école provinciale du Parti : « *Premièrement, ceux qui ne s'intéressent au marxisme qu'en surface, croyant en réalité à leurs maîtres de Fengshui et n'ayant que leur richesse et intérêt personnel à cœur. Deuxièmement, ceux qui sont travailleurs en apparence mais mangent, boivent et s'amuse en privé. Troisièmement, ceux qui prétendent s'impliquer dans le développement économique du pays et qui, dans le dos du Parti, abusent de leur pouvoir pour leur gain personnel. [...] Quatrièmement, ceux qui se comportent comme s'ils étaient dévoués au service public mais qui, sous la*

10 - « Directives sur la vie interne au parti dans un nouveau contexte », Bureau général du Parti communiste chinois, 27 octobre 2016.

11 - Voir Simon Denyer, "China criminalizes the slander of its 'heroes and martyrs,' as it seeks to control history", *The Washington Post*, 27 avril 2018.

12 - Voir Frank N. Pieke, "Party spirit: Producing a communist civil religion in contemporary China", *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 24, n° 4, décembre 2018, p. 709-729.

*table, mélangent administration et affaires. [...] Cinquièmement, ils sont membres et dirigeants du Parti en surface, mais [...] ils voient les pays étrangers comme des échappatoires et sont toujours prêts à désertter le navire*¹³. »

Cette quête de loyauté absolue est présentée par l'administration actuelle comme une condition *sine qua non* pour la survie du Parti. Comme l'a répété Xi Jinping, si pas un seul homme ne s'est avéré suffisamment courageux pour agir lorsque l'Union soviétique a éclaté, c'est parce que « *la majorité des membres du Parti étaient des faux communistes [...] et notre Parti serait en phase terminale si nous ne les purgions pas*¹⁴ ». De récentes directives disciplinaires du Parti notent ainsi que ses membres ne peuvent être « *bésitants quant à leurs idéaux* » ou avoir des « *positions molles sur les questions importantes impliquant la direction du Parti* », car ils ne pourraient faire face aux moments difficiles¹⁵.

Une organisation malade de contrôle

La discipline organisationnelle n'est évidemment pas un phénomène nouveau. Les prédécesseurs de Xi Jinping usaient aussi de campagnes de rectification des cadres pour purger leurs potentiels opposants et imposer leur ligne politique. S'ils devaient suivre les ordres et formellement signifier leur loyauté, une certaine diversité d'opinion était toutefois tolérée parmi les officiels depuis les années 1980. J'ai pu apprécier cette diversité lors d'entretiens avec de jeunes cadres du PCC au milieu des années 2010¹⁶. L'homogénéité de leur manière de se présenter, alors qu'ils apprenaient à parler et à se comporter comme des dirigeants en devenir, cachait des opinions politiques très variées. Si aucun n'était démocrate, certains pouvaient défendre les politiques économiques les plus libérales, alors que d'autres se réclamaient du néo-maoïsme. Cette approche formaliste de l'appartenance politique permettait au PCC de maintenir un subtil équilibre entre cohésion et pluralisme en son sein, et d'exiger de

13 - École du Parti de la province du Hubei, « S'opposer fermement et clairement à la "fausse loyauté" », *Qiushi*, 25 janvier 2018.

14 - Voir Lance Gore, "Xi Jinping's misguided return to ideology" [en ligne], *ThinkChina*, 8 juillet 2022.

15 - « Régulations pour promouvoir et rétrograder des cadres dirigeants », Bureau général du Parti communiste chinois, 19 septembre 2022.

16 - Jérôme Doyon, *Rejuvenating Communism: Youth Organizations and Elite Renewal in Post-Mao China*, Ann Arbor, University of Michigan Press, à paraître en 2023.

ses cadres d'être à la fois obéissants et innovants. Cet équilibre fragile est remis en question par l'activisme et la dévotion au chef sous Xi Jinping.

Toute opinion dissidente est désormais réduite au silence à l'intérieur de l'organisation. Comme le note, à propos de la campagne anti-corruption, Cai Xia, ancienne professeure à l'École centrale du PCC désormais réfugiée aux États-Unis après avoir critiqué Xi Jinping, « *Xi a utilisé cette tactique pour purger les opinions divergentes au sein du Parti*¹⁷ ».

L'administration actuelle est revenue sur les réformes engagées dans les années 2000, qui visaient à développer la « *démocratie interne au Parti* » en aménageant une place, bien que limitée, pour le débat et en injectant une esquisse de compétition interne à l'organisation. Les officiels de l'État-Parti, y compris ceux déjà en retraite, ont ainsi désormais pour interdiction d'exprimer ouvertement des opinions contraires à la ligne politique du moment.

Toute opinion dissidente est désormais réduite au silence à l'intérieur de l'organisation.

En limitant les discussions en interne, le pouvoir court le risque de se déconnecter de sa base et de s'enfermer dans une caisse de résonance sans que personne n'ose remettre en cause la politique menée. Les quelques voix, même très officielles, qui questionnent la politique « zéro Covid » du gouvernement sont par exemple rapidement censurées, limitant les retours de terrain et donc la capacité des autorités à affiner leur approche. Cet étouffement des discussions internes est d'ailleurs largement contre-productif car, en l'absence de canaux de communication, les rumeurs qui circulent prennent une ampleur démesurée malgré l'absence de preuves tangibles, comme la rumeur de coup d'État qui a émergé fin septembre¹⁸.

La mise sous pression des cadres de l'État-Parti mène par ailleurs à l'immobilisme, ceux-ci refusant de prendre la moindre initiative par crainte d'être sanctionnés. Le terme *tangping* ou « rester allongé » incarne cet état d'esprit, qui se retrouve aussi bien chez des cadres de l'État-Parti que chez des jeunes désabusés par une société ultra-compétitive. Dans ces conditions, nous pouvons d'ailleurs nous poser la question de la capacité de l'État-Parti à demeurer attractif pour les jeunes Chinois.

17 - Entretien avec Cai Xia, "China's Xi faces no 'power to constrain him'" [en ligne], *Radio Free Asia*, 5 octobre 2020.

18 - Voir James Palmer, "What a false coup rumour reveals about Chinese politics", *Foreign Policy*, 28 septembre 2022.

Si la demande n'a jamais été aussi élevée pour entrer dans l'administration, cela semble largement le résultat du manque d'opportunités qui sont offertes à ces derniers et du chômage massif, lié à la pandémie de Covid-19, qui les touche, plutôt que d'un véritable engouement pour l'État-Parti, posant la question de son maintien sur la durée.

La séquence politique actuelle qui voit Xi Jinping reconduit à la tête de l'État-Parti illustre l'ossification du régime. Il ne s'agit toutefois que de la partie la plus visible des évolutions à l'œuvre au sein du Parti, la quête d'une discipline absolue et d'un dévouement sans faille à Xi Jinping transformant l'organisation en profondeur. Le PCC est un des plus grands partis politiques du monde et ne fait que s'étendre davantage, que ce soit en nombre de membres, en influence sur la société chinoise ou même à l'étranger. Malgré ses tendances expansionnistes, le PCC se replie de plus en plus sur lui-même. L'organisation devient moins pluraliste, en tout cas en surface, les pratiques inquisitoriales de l'appareil disciplinaire rendant le débat impossible. Le résultat est une équipe dirigeante de plus en plus déconnectée de sa base et un immobilisme croissant de la part d'une administration étouffée par la peur du châtime. « L'auto-révolution » du Parti, voulue par Xi, remet alors en question la capacité d'adaptation de l'organisation et ainsi, *in fine*, sa survie de long terme.

L'idéologue du régime

Sacha Halter

Le « *plus important des théoriciens politiques de la Chine de Xi Jinping* », le « *cerveau du régime* », voire « *l'homme le plus dangereux au monde* » : les superlatifs ne manquent pas pour qualifier le rôle de Wang Huning¹. Aujourd'hui membre du Comité permanent du Bureau politique, la plus haute instance dirigeante du Parti communiste chinois (PCC), cet ancien professeur d'université s'est progressivement imposé comme l'idéologue en chef du régime. Il a joué un rôle fondamental dans l'élaboration des concepts clés prônés par les trois derniers dirigeants du pays : les « *trois représentations* » de Jiang Zemin, le « *développement scientifique* » ou la « *société harmonieuse* » de Hu Jintao, et dernièrement le « *rêve chinois* » de Xi Jinping². Si l'intérêt des médias occidentaux pour Wang Huning est récent, son influence ne l'est pas : il incarne une véritable continuité idéologique de l'État-Parti. Recruté par le président Jiang Zemin en 1995, Wang Huning fait partie des rares personnes à avoir exercé une aussi forte influence auprès du pouvoir chinois pendant aussi longtemps, en dépit des changements d'équipes dirigeantes.

Pour comprendre l'ascension de Wang Huning, il faut remonter à la fin des années 1980 et au début des années 1990, au moment où il fait partie de ceux à qui le PCC fait appel pour préserver son unité politique. Le régime fait alors face à deux défis : le tournant des réformes lancées par Deng Xiaoping, qui se traduit par un abandon du système maoïste, mais également les conséquences politiques, économiques et sociales de ces réformes, qui débouchent sur une exigence de démocratisation dans la

1 - Timothy Cheek, Joseph Fewsmith III, Matthew Johnson et Kaiser Kuo, "Who is the real Wang Huning?" [en ligne], *The China Project*, 4 novembre 2021 ; Pablo M. Díez, « Wang Huning, el cerebro del régimen chino » [en ligne], *ABC Internacional*, 7 avril 2022 ; Hugh Hewitt, "In China, Wang Huning is the man to see" [en ligne], *The Washington Post*, 16 décembre 2021.

2 - Voir Haig Patapan et Yi Wang, "The hidden ruler: Wang Huning and the making of contemporary China", *Journal of Contemporary China*, vol. 27, n° 109, 2018, p. 47-60.

société. Pour s'adapter à une Chine en pleine évolution, se maintenir au pouvoir et ainsi échapper au sort de l'Union soviétique, le Parti cherche alors à renouveler son idéologie. À cette époque charnière, Wang Huning, jeune chercheur en science politique, rédige plusieurs travaux universitaires dans lesquels il légitime la réforme auprès des conservateurs marxistes et des réformateurs, les deux lignes qui s'opposent au sein du Parti. Cela lui permet d'apparaître comme un idéologue idéal.

Une jeunesse studieuse

Au cours de sa jeunesse recluse et studieuse, Wang Huning se tient à l'écart de la ferveur révolutionnaire de la période maoïste. Son parcours est donc assez différent de celui des intellectuels issus de la « génération sacrifiée » des gardes rouges, dont beaucoup deviendront ensuite des intellectuels libéraux, comme Xu Youyu, Qin Hui ou encore Zhu Xueqin³. Né en 1955 à Laizhou dans la province du Shandong, Wang Huning est adolescent pendant la Révolution culturelle et jeune adulte pendant le « mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne ». Il ne s'engage dans aucun de ces deux mouvements et préfère se consacrer aux études. Après avoir terminé son parcours en lycée en 1972, il intègre donc l'Université normale de la Chine de l'Est à Shanghai en tant qu'étudiant ouvrier-paysan-soldat (*gongnongbing xueyuan*)⁴, où il effectue des études de français, puis un master en droit à la prestigieuse université Fudan. Il rédige sa thèse sur la genèse du concept de souveraineté chez les théoriciens français, de Jean Bodin à Jacques Maritain⁵. En 1985, ce parcours brillant lui ouvre les portes de l'enseignement : il devient le plus jeune professeur associé de toutes les universités du pays. En 1989, alors que ses congénères érigent une statue de la liberté sur la place Tian'anmen, il est nommé directeur du département de politique internationale de l'université Fudan.

3 - Voir Chloé Froissart, « La renaissance du libéralisme chinois dans les années 1990 », *Esprit*, décembre 2001.

4 - Les enfants d'ouvriers, de paysans et de soldats avaient le privilège d'accéder aux études pendant la dernière partie de la Révolution culturelle. C'est le cas de Wang Huning, dont le père était officier dans l'armée.

5 - Voir Marianne Gray, « Un panda dans la pièce. Pékin entre communisme et mondialisation », *Commentaire*, vol. 171, n° 3, 2020, p. 545-554.

Wang Huning est encore étudiant lorsqu'il assiste au passage de l'époque maoïste à celle des réformes, lancées par le nouveau dirigeant Deng Xiaoping. À partir de 1978, de nombreux intellectuels persécutés pendant la Révolution culturelle sont réhabilités. Wang Huning fait partie des premiers jeunes chercheurs en science politique de la Chine communiste à avoir accès à des ouvrages occidentaux. Il en traduit certains⁶ et s'en inspire pour mener ses recherches. Il fait aussi partie des premiers à avoir le droit de voyager librement dans les « pays capitalistes ». Il se rend aux États-Unis, dans les universités de l'Iowa et de Berkeley, en tant que professeur invité en 1988, à Singapour en 1993 ou encore au Japon en 1994. Un parcours international, rare pour l'époque, qui ne le conduira cependant pas, à la différence des intellectuels chinois libéraux, à voir dans le modèle politique occidental l'étalon sur lequel doivent être calquées les réformes en Chine. Contrairement à ces derniers, il entend mettre les sciences politiques occidentales... au service de l'État-Parti.

**Wang Huning entend
mettre les sciences
politiques occidentales...
au service de l'État-Parti.**

La crise de 1989 et le néo-autoritarisme

Wang Huning soutient les réformes, mais il s'inquiète des conséquences de celles-ci sur la stabilité du système politique. Les débuts de la libéralisation font en effet entrer la Chine dans une crise qui se traduit par une hausse du chômage, de l'inflation, de la corruption et des inégalités. C'est dans ce contexte qu'éclate, en avril 1989, le mouvement pour la démocratie, réprimé dans le sang sur la place Tian'anmen le 4 juin. Soucieux des risques que cette crise fait peser sur l'intégrité du régime, Wang Huning participe, avec d'autres intellectuels, à la formation d'un nouveau courant : le « néo-autoritarisme ».

Évoquée pour la première fois en janvier 1989⁷, sa doctrine considère que la Chine ne pourra atteindre la démocratie représentative qu'en passant par une longue phase transitoire. Les conditions de la démocratie n'étant

6 - Wang Huning participe ainsi à la traduction de *Modern Political Analysis* [1963] de Robert A. Dahl, en 1987.

7 - Voir J. Fewsmith, *China since Tiananmen: From Deng Xiaoping to Hu Jintao*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

pas encore réunies, il s'agit de trouver une troisième voie entre le communisme et le libéralisme en mettant l'accent sur la liberté économique, tout en préservant un pouvoir dictatorial qui se veut désormais moderne⁸. En clair, la Chine doit trouver sa propre voie vers la démocratie, comme le pense l'une des figures de pensée du néo-autoritarisme, Xiao Gongqin⁹. Wang Huning formule, au début des années 1990, des notions telles que la « *souveraineté culturelle* » des pays en développement contre l'hégémonie culturelle des pays du Nord¹⁰, ou encore la nécessaire « *coexistence pacifique* » des pays socialistes et capitalistes¹¹. Ses travaux portent aussi sur les défis liés à l'industrialisation et à l'urbanisation, la fiscalité, les relations entre les gouvernements locaux et le pouvoir central, ou encore sur la corruption. Il est également fasciné par la technicisation de la gouvernance politique, qu'il considère comme un outil pouvant être mis au service de l'État chinois.

À la fin des années 1980, les écrits de Wang Huning intéressent certains hauts cadres du Parti, surtout ceux appartenant à une nouvelle faction alors en pleine ascension : la « clique de Shanghai ». En 1989, celle-ci apparaît comme une troisième voie, tandis que le PCC est divisé entre les réformateurs et les marxistes orthodoxes¹². Au lendemain de la répression du mouvement démocratique, Deng Xiaoping décide de confier le poste de secrétaire général du Parti à une figure centrale de la clique de Shanghai : Jiang Zemin, en remplacement du réformateur Zhao Ziyang, qui refuse de soutenir la loi martiale contre les manifestants de la place Tian'anmen. Jiang Zemin doit alors restaurer la confiance des membres du PCC dans la réforme. C'est notamment pour cette raison qu'il recrute Wang Huning au sein du Bureau central de recherche sur les politiques publiques du Comité central, en 1995. Le professeur d'université abandonne alors sa carrière académique pour se lancer dans la préparation des discours politiques des XIV^e et XV^e Congrès du PCC, dans lesquels on retrouvera les principales thématiques qu'il a développées

8 - Voir Joël Thoraval, « Néo-autoritarisme et néo-conservatisme », *Perspectives chinoises*, n° 2, 1992, p. 15-25.

9 - Voir Michel Bonnin, « Qu'est-ce qu'un néo-conservateur ? Réflexions après un entretien avec Xiao Gongqin », *Perspectives chinoises*, n° 3, 1992, p. 5-11.

10 - Wang Huning, *Zhengzhi de rensheg* [Une vie pour la politique], Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 1995.

11 - Wang Huning, *Zhengzhi de luoji : makesizbuyi zhengzhixue yuanli* [La logique de la politique. Les principes de la science politique marxiste], Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 2004.

12 - Voir Zhang Lun, *La Vie intellectuelle en Chine depuis la mort de Mao*, Paris, Fayard, 2003.

en tant que chercheur, comme l'idée que la réforme politique doit être adaptée aux conditions historiques, sociales et culturelles de la Chine.

Rassurer les marxistes orthodoxes

La pensée de Wang Huning permet de donner des gages au courant conservateur du Parti et plus précisément aux marxistes orthodoxes. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, ces derniers se montrent très sceptiques vis-à-vis de la restauration de l'économie de marché : ils craignent qu'elle ne débouche sur les mêmes effets que la réforme de Gorbatchev en Union soviétique. Le choix de Wang Huning, qui ne fait pas mystère de son soutien au marxisme et au matérialisme historique, a donc de quoi les rassurer. Wang affirme ainsi que les hommes ne peuvent pas contrôler le développement de la société et que ce contrôle n'existe que dans les limites du développement des forces productives et du niveau des rapports de production¹³.

Pour réconcilier les marxistes orthodoxes avec la réforme, Wang Huning leur offre une nouvelle idéologie qui prolonge l'interprétation du marxisme proposée par Deng Xiaoping. À l'instar de Deng, Wang Huning présente le passage à l'économie de marché comme un ajournement du communisme, qu'il considère comme nécessaire compte tenu du retard de la Chine dans le développement des forces productives. Il rappelle que la Chine ne se trouve de toute façon que dans « *l'étape primaire du socialisme* » et cite même pour cela Friedrich Engels, avec l'idée que le développement des forces productives fera émerger une société d'abondance dans laquelle toute forme de coercition deviendra superflue, favorisant le dépérissement de l'État. Ainsi le passage au communisme n'est pas abandonné, mais simplement conditionné au développement futur de la Chine et renvoyé à plus long terme. Wang va même jusqu'à présenter la réforme comme une stratégie de survie pour le socialisme,

13 - Wang Huning, « Shehui ziyuan zongliang yu shehui tiaokong : zhongguo yiyi » [« Du lien entre le montant des ressources sociales et la gouvernance : quelle signification pour la Chine? »], *Fudan xuebao*, n° 4, 1990. Sur ce point, il se distingue d'ailleurs des autres tenants du néo-autoritarisme, comme Xiao Gongqin, qui ne soutiennent pas le marxisme : voir Émilie Frenkiel, *Parler politique en Chine. Les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

selon le même principe que la « nouvelle politique économique » lancée par Lénine en 1922¹⁴.

Les marxistes orthodoxes s'inquiètent également de la réhabilitation du rôle de la bourgeoisie. En s'appuyant sur les arguments de Deng Xiaoping, Wang Huning soutient que cette réhabilitation est nécessaire pour moderniser le système socialiste. Au début des années 1990, il explique ainsi que la persécution de la bourgeoisie chinoise pendant la Révolution culturelle a débouché sur un désastre pour le pays. Il rappelle aussi que la bourgeoisie chinoise fait partie du peuple, en référence au principe maoïste selon lequel le peuple chinois comprend la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels, mais également la bourgeoisie patriote. On retrouve ici toute l'ambiguïté que le PCC entretient avec la bourgeoisie depuis ses origines : du fait qu'il se réfère au marxisme, le Parti ne peut pas explicitement soutenir l'exploitation capitaliste, mais il a besoin du rôle « progressiste » de la bourgeoisie pour moderniser les forces productives dans une Chine trop arriérée. À ce titre, Wang Huning affirme d'ailleurs que la révolution de 1949 n'a pas suffi pour permettre à la Chine de sortir totalement de l'époque féodale¹⁵.

Rassurer les réformateurs

Les marxistes orthodoxes ne sont pas les seuls que Wang Huning cherche à rassurer sur la nouvelle politique lancée par Deng Xiaoping au sein du Parti. Pendant toutes les années 1980, les réformateurs constatent de plus en plus le retard du développement des droits démocratiques qu'ils espéraient voir émerger avec les réformes. Ce constat devient encore plus évident au lendemain de la répression du mouvement de Tian'anmen en juin 1989. Nombre d'entre eux, et c'est le cas du secrétaire général Zhao Ziyang, souscrivent toutefois à la théorie du néo-autoritarisme, c'est-à-dire à l'idée que ces droits peuvent être octroyés progressivement par un Parti communiste qui se maintient au pouvoir, au cours d'une longue période de transition vers la démocratie libérale. Pour Zhao Ziyang, la

14- Wang Huning et Sun Guan hong, « Lun “zhengzhi shi daju” » [« Discussion sur le thème : “la politique est une vue d'ensemble” »], *Shanghai shehui kexue*, n° 10, 1984.

15- Wang Huning, « Zhengzhi shenghuo minzhuhua de zhutixing yu jingshen wenming jianshe » [« Subjectivité de la démocratisation de la vie politique et construction d'une civilisation spirituelle »], *Shehui kexue zhanxian*, n° 2, 1987.

Chine devra de toute façon adopter, à terme, un régime parlementaire et multipartite¹⁶.

Les idées de Wang Huning peuvent convenir aux réformateurs, dans la mesure où il reconnaît que le régime chinois est à l'époque trop autoritaire, tout en affirmant que le développement économique permettra d'en atténuer le caractère coercitif. Il prétend que la forme autoritaire de gouvernement ne peut pas encore être dépassée en Chine, au moins aussi longtemps que le niveau des ressources n'aura pas répondu aux besoins de la société dans son ensemble. Ce raisonnement repose sur l'idée que plus les ressources seront élevées, plus le gouvernement sera en capacité de répondre aux demandes de la société et moins il aura besoin d'avoir recours à la coercition. Pour défendre cette vision gradualiste et économique de la démocratie, Wang Huning va jusqu'à affirmer que les pays occidentaux seraient passés par le même processus : monarchie, démocratisation, démocratie participative – processus qu'il associe à un autre : accumulation primitive du capital, révolution industrielle, progrès technologique moderne.

Si Wang Huning soutient une transition graduelle au cours de laquelle le PCC se maintient au pouvoir, il se distingue cependant des penseurs néo-autoritaires qui soutiennent la démocratie libérale. Il ne croit pas à l'avènement de cette dernière ou au pluralisme politique à long terme. Il prend ici le contrepied de la vision du politologue américain Francis Fukuyama, alors en vogue dans la première moitié des années 1990, pour qui l'enrichissement de la population se traduit inéluctablement par l'émergence d'une classe moyenne qui, dans sa quête de reconnaissance, revendique la liberté d'expression, de réunion, de circulation, mais aussi le droit de vote¹⁷. Wang Huning soutient au contraire la vision marxiste des droits, c'est-à-dire celle des droits économiques et sociaux, ou réels et prolétariens, par opposition aux droits civils et politiques, abstraits et bourgeois, dans laquelle les partis politiques bourgeois doivent être privés du droit de concourir à des élections. C'est d'ailleurs pour éviter que la Chine ne suive le destin mentionné par Fukuyama et pour éviter l'autonomisation de la classe moyenne par rapport au Parti que Wang

16 - Voir Ziyang Zhao, *Mémoires. Un réformateur au sommet de l'État chinois*, trad. par Louis Vincennes, préface de Tong Bao, Paris, Seuil, 2011.

17 - Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme* [1992], trad. par Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 2018, p. 509.

Huning va proposer la théorie des « *trois représentations* », qui marquera l'époque de Jiang Zemin.

Pour rassurer les réformateurs sur le bien-fondé du monopole du pouvoir par le PCC, Wang Huning leur assure que ce dernier va transformer la représentation politique. Le PCC ne va plus seulement représenter le prolétariat, mais bien l'ensemble de la société. En 2000, Wang Huning propose donc le principe des « *trois représentations* » (*san ge daibiao*) à Jiang Zemin¹⁸. Il s'agit d'autoriser les entrepreneurs privés à devenir membre du Parti, au nom de leur soutien à la modernisation du pays. En ce sens, le PCC devient, selon Wang Huning, le garant d'une « *véritable démocratie* », qui agit au nom du peuple entier, et non pas au profit des seuls intérêts de certains individus ou de certains groupes d'individus, comme ce serait le cas, selon lui, dans la démocratie libérale américaine¹⁹. Sa vision de la « *démocratie socialiste* » rejoindra d'ailleurs celle de la Nouvelle Gauche²⁰, un nouveau courant politique qui apparaît à la fin des années 1990, et celle de l'une de ses grandes figures, l'universitaire Wang Shaoguang, pour qui la Chine a su proposer une forme inédite de représentation politique, non médiatisée par l'élection et qui récolterait un fort taux de confiance au sein de la population²¹. Wang Shaoguang appelle cette démocratie la « *démocratie représentationnelle* », par opposition à la démocratie représentative occidentale. Wang Huning partage avec Wang Shaoguang une même volonté de proposer un modèle de démocratie palliant les défauts supposés de la démocratie libérale occidentale. Selon lui, la démocratie socialiste repose sur un critère d'efficacité de l'action publique, et non sur l'élection. En utilisant ces arguments, Wang Huning veut démontrer aux réformateurs « *l'absurdité* » de leur attachement au critère purement formel de l'élection, en leur exposant la supériorité du principe de la « *recherche de la vérité dans les faits* » (*shishi qianshi*).

18 - Celui-ci se formule ainsi : le PCC doit représenter les forces productives les plus avancées du pays, la culture la plus avancée du pays et les intérêts fondamentaux du peuple dans son ensemble.

19 - Wang Huning, *Meiguo fandui meiguo [L'Amérique contre l'Amérique]*, Shanghai, Shehui kexue zhanxian, 1991.

20 - La Nouvelle Gauche est un courant intellectuel qui critique la restauration du capitalisme en Chine.

21 - Voir C. Froissart, « Réinventer la représentation politique ? Le modèle chinois selon Wang Shaoguang », dans Chrystelle Fortineau-Brémond (sous la dir. de), *La Représentation dans la recherche en langues et cultures étrangères. Regarder autrement, regarder ailleurs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.

C'est aussi pour cette raison que Wang Huning donne des gages aux réformateurs en critiquant la Révolution culturelle²². Il considère que les gardes rouges ont agi contre les principes de la démocratie interne du Parti et que les institutions ont souffert de l'absence de séparation des pouvoirs. Il propose donc des réformes pour prévenir d'éventuelles dérives futures. Il évoque ainsi une refonte du système de recrutement des cadres, qui devraient être évalués selon des critères techniques et non plus seulement idéologiques²³. Il pense aussi qu'il faut restaurer l'exemplarité du Parti en luttant contre la corruption, dont il estime qu'elle trouve sa source dans la faiblesse des ressources économiques en Chine²⁴. Enfin, concernant la corruption, Wang Huning s'inquiète du fait que certains cadres du Parti se soient laissé tenter par une déliquescence morale. Il témoigne ici de son intérêt pour un modèle politique confucéen, qui considère que l'élite au pouvoir doit être composée de dirigeants éclairés au service du bien public et accédant à leur position selon des principes méritocratiques²⁵.

La survie du régime

Finalement, Wang Huning incarne l'unité du PCC. S'il est l'un des fondateurs du néo-autoritarisme, il se distingue très tôt des autres tenants de ce courant. Il soutient la théorie du matérialisme historique et ne met pas en doute l'idée que la Chine puisse atteindre un jour le communisme. Il présente la restauration de l'économie de marché comme une sorte de repli tactique. C'est dans cette mesure que sa pensée peut rassurer les marxistes orthodoxes concernant les modalités de la réforme. Dans le même temps, Wang Huning prétend que le développement économique permettra de réduire progressivement le caractère coercitif du régime, sans pour autant soutenir l'idée que la Chine adoptera la démocratie

22 - Wang Huning, « Wenge fansi yu zhengzhi tizhi gaige » [« Une réflexion sur la Révolution culturelle et sur la réforme du système politique »], *Shijie jingji daobao*, mai 1986.

23 - Wang Huning, « Zhongguo zhengzhi, xingzheng tizhi gaige de jingji fenxi » [« Analyse économique de la réforme du système politique et administratif de la Chine »], *Shehui kexue zhanxian*, n° 2, 1988.

24 - Wang Huning, « Zhongguo yizhi fubai de tizhi xuanze » [« Les choix institutionnels pour réduire la corruption en Chine »], *Zhongguo shehui kexueyuan zhengzhi xue yanjiu*, n° 1, 1995.

25 - Voir Daniel A. Bell, *Beyond Liberal Democracy: Political Thinking for an East Asian Context*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

représentative à long terme. À ce titre, Wang Huning a contribué à restaurer la confiance des réformateurs du PCC dans le régime.

Dans les années 2000, l'idée que le Parti représente le peuple en opérant la synthèse de la diversité des intérêts au sein de la société constituera d'ailleurs le substrat idéologique de la « *société harmonieuse*²⁶ », dont Wang Huning sera également l'artisan et qui marquera la présidence de Hu Jintao. En somme, Wang Huning a contribué à une réactualisation totale de l'idéologie officielle du PCC, ainsi qu'à donner une légitimité politique au virage entrepris par la Chine communiste depuis la fin du maoïsme. Sa pensée a participé à la reconstruction de l'unité du PCC après la crise de 1989, mais aussi à la perpétuation du régime chinois, là où le manque de consensus et de cohésion a eu raison du Parti communiste de l'Union soviétique.

26 - Voir C. Froissart, "Using the law as a 'harmonious weapon': The ambiguities of legal activism in favour of migrant workers in China", *Journal of Civil Society*, vol. 10, n° 3, 2014, p. 255-272.

Menaces sur l'économie chinoise

Entretien avec Philippe Aguiñer

L'un des piliers de la stabilité du régime chinois et de la légitimité du Parti communiste chinois, ainsi que de sa force de projection à l'international, a été, jusqu'à présent, la croissance économique du pays. Entre 10 et 12 % dans les années 1990 jusqu'à la crise mondiale de 2008-2009, la croissance chinoise est tombée autour de 7 % dans les années 2010. Le gouvernement a annoncé un objectif de 5,5 % de croissance pour cette année, qui risque de ne pas être atteint. Outre des raisons conjoncturelles, comme la crise de la Covid, il existe des ressorts structurels à ce ralentissement, plus difficiles à surmonter. Quels sont-ils ?

Différents moteurs de croissance ont porté les progrès de l'économie chinoise en fonction des époques : la construction d'une base d'industrie lourde et l'élargissement de l'éducation primaire obligatoire dans les campagnes dans les premières années du régime ; les réformes de l'agriculture dans les années 1980 qui, en augmentant les rendements, ont permis un transfert de main-d'œuvre massif vers des activités industrielles où la productivité était supérieure à celle des activités agricoles ; la réforme du secteur d'État et l'essor du secteur privé dans les années 1990 ; l'internationalisation à marche forcée, symbolisée par l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans les années 2000 ; ou encore les progrès dans la remontée des filières technologiques dans les années 2010. À cela s'ajoute la croissance démographique, qui a porté la population de cinq cents millions à un milliard quatre cents millions, avec une progression de la part de la population active au sein de la population totale.

Pratiquement tous ces moteurs se sont éteints ou ont progressivement perdu en intensité : la population active diminue depuis plusieurs années, entraînant une modification de la structure de la population, avec des conséquences lourdes en matière sociale ou économique ; il n'y a plus de surplus de population rurale à transférer vers l'industrie ; certaines réformes ne pouvaient être faites qu'une fois (restructuration du secteur d'État, privatisation de l'agriculture, adhésion à l'OMC) ; le développement des exportations rencontre des résistances de la part du monde extérieur, moins enclin à absorber les excédents chroniques de la balance commerciale chinoise. Des moteurs anciens, il reste l'innovation et le progrès technologique, et ils sont mis en avant dans la stratégie actuelle de développement économique des dirigeants. Il est néanmoins illusoire de penser qu'ils pourront à eux seuls compenser le ralentissement ou la disparition des autres. Il est donc inéluctable que la croissance économique chinoise ralentisse, et cela sera durable.

Le produit intérieur brut (PIB) chinois se distingue par le poids des investissements (45 à 50 % selon les années, le ratio le plus élevé au monde sur le long terme), comparé à celui de la consommation. Pendant très longtemps, cela a été très efficace en raison du manque d'infrastructures essentielles ou de la demande très forte en logements. Mais, petit à petit, la rentabilité des nouveaux investissements a diminué. Pour obtenir un même effet de croissance, il faut de plus en plus d'investissements, et nombre de ces investissements, financés par de la dette, ont une rentabilité inférieure à leur coût de financement. Cet effet est particulièrement net depuis la crise économique mondiale de 2008-2009, à laquelle la Chine a échappé grâce à un plan de relance massif financé par les banques. À court terme, cela a fonctionné, mais le poids de la dette accumulée fragilise la structure financière de l'économie.

Le ratio de l'endettement total (dettes de l'État, des entreprises, des institutions et des particuliers) rapporté au PIB est passé d'environ 150 % avant la crise à près de 300 % aujourd'hui, alors que, dans le même temps, le taux de croissance a fléchi. Ce ratio reste toutefois supportable (il est comparable à ce que l'on observe au Japon ou dans certains pays européens). De plus, une grande partie de la dette est domestique, ce qui protège la Chine contre d'éventuelles pressions de crédateurs étrangers. La Chine a donc encore la capacité de gérer des crises financières ponctuelles, comme elle a d'ailleurs eu à le faire à plusieurs reprises dans les

dernières années. Néanmoins, les marges de manœuvre se réduisent, et la gestion des conséquences financières de la crise majeure de l'immobilier actuelle s'annonce très délicate pour les autorités chinoises.

En quoi la crise immobilière actuelle est-elle plus menaçante que les autres crises qui l'ont précédée ?

Principalement par son ampleur et par ses ramifications. Le secteur immobilier représente entre 25 et 30 % du PIB, si l'on prend en compte les effets induits dans d'autres secteurs (sidérurgie, ciment, etc.). Les banques y sont naturellement exposées, ainsi que nombre de gouvernements locaux, déjà très endettés et très dépendants des revenus liés aux ventes de terrain pour équilibrer leurs budgets. L'immobilier représente aussi l'essentiel des actifs détenus par les particuliers.

La demande en biens immobiliers a été pendant longtemps soutenue par des fondamentaux solides : urbanisation, insuffisance du parc de logements existants, souhait naturel pour des logements plus confortables et plus spacieux, dans un contexte de progression régulière des revenus et du niveau de vie. Mais ces fondamentaux se sont affaiblis au cours du temps, comme pour la croissance : l'urbanisation ralentit, la population décroît, 90 % des foyers urbains sont déjà propriétaires d'au moins un logement, et les surfaces par tête ont pratiquement rejoint les niveaux des économies avancées.

Un autre type de demande a pris le relais pour un temps, pour des biens immobiliers considérés comme un produit d'épargne et de thésaurisation. Sous d'autres cieux, on accumule des lingots d'or ; en Chine, on accumule des appartements, et ce n'est pas grave s'ils sont vides, puisque l'expérience vécue par plusieurs générations de Chinois est que les prix immobiliers grimpent toujours. Un appartement, même vide, est considéré comme un placement plus sûr et plus rémunérateur que n'importe quel produit financier. L'offre ne s'est donc pas adaptée à la demande « réelle », et les promoteurs et les gouvernements locaux, qui ont intérêt à ce que l'activité perdure à un niveau élevé, ont eu recours à des modes de financement de plus en plus risqués, notamment la généralisation des ventes sur plan financées par de la dette bancaire, sans mécanisme solide pour garantir que les appartements commandés et payés seraient bien livrés, comme on l'a vu récemment dans le Henan. Lorsque

les premiers signes de fragilité sont apparus (difficultés du promoteur Evergrande et de bien d'autres par la suite), l'édifice entier a commencé à vaciller : si les acheteurs potentiels anticipent que les prix vont baisser, ils vont différer, voire renoncer à leurs achats et la demande va encore diminuer ; on entre alors dans un cycle d'anticipations autoréalisatrices difficile à arrêter. Tout cela entraînera des pertes financières considérables, avec des risques de troubles sociaux ou de problèmes dans certaines banques. Les autorités cherchent pour l'instant à gagner du temps et à trouver des solutions locales, mais l'État central devra sans doute assumer *in fine* une partie de la dette nécessaire pour combler les pertes.

Du point de vue strictement financier, l'État a les ressources pour intervenir et ainsi écarter la menace d'une explosion à court terme. En revanche, la dette augmentera encore et cela compliquera la gestion de la prochaine crise.

Après s'être retiré de la sphère économique dans les années 1980, l'État-Parti a fermement resserré son emprise sur l'économie à partir de 2012, notamment en rendant obligatoire la création de cellules du Parti dans tous types d'entreprises, y compris étrangères. Dans quelle mesure cette emprise est-elle préjudiciable à la croissance chinoise ?

Le dynamisme des entrepreneurs chinois a joué un rôle important dans la croissance économique. C'est bien le secteur privé, y compris sa composante informelle, qui a permis d'absorber le choc de la restructuration du secteur d'État en créant des dizaines, voire des centaines de millions d'emplois. Progressivement, en partant d'activités simples et délaissées par le secteur d'État, ces investisseurs se sont développés dans des secteurs de plus en plus intensifs en capital et en technologie. C'est particulièrement visible dans le domaine du numérique, où presque toutes les entreprises majeures sont privées. Le groupe Alibaba, par exemple, s'est développé dans les services financiers avec les encouragements des régulateurs bancaires, car ceux-ci étaient frustrés par l'immobilisme des grandes banques, plus préoccupées par la protection de leurs rentes de situation que par l'innovation. Le Parti a donc initialement trouvé son compte dans l'essor du secteur privé et offert aux entrepreneurs diverses formes de cooptation, notamment l'adhésion au Parti. Mais il a fini par s'inquiéter de l'accumulation de ressources et donc,

potentiellement, de pouvoir dans des mains autres que les siennes. Cela a contribué à déclencher l'avalanche de réglementations et de sanctions qui s'est abattue sur les entreprises privées, en particulier du numérique, même si cette « avalanche » se justifie aussi par un souci légitime de mieux réguler certains secteurs.

De manière plus générale, la position des entrepreneurs privés (ou des investisseurs étrangers) devient de plus en plus inconfortable dans la Chine de Xi Jinping, malgré les proclamations officielles sur l'importance de leur contribution au développement de l'économie et à la renaissance de la nation chinoise. Pour l'instant, nombre d'entrepreneurs semblent souhaiter assurer leurs arrières (les investissements immobiliers chinois à Singapour sont à leur plus haut niveau historique, pour ne citer que cet exemple) et garder un profil bas, au lieu de développer leurs affaires en Chine. Cela ne peut qu'être préjudiciable à la croissance, même s'il est impossible, par manque de données et de recul, de quantifier ce phénomène.

On invoque souvent des décisions qui seraient prises plus en fonction de considérations politiques et idéologiques que d'une rationalité économique, y compris dans la volonté de « réunification nationale » imposée par le Parti à Hong Kong et à Taïwan. Dans quelle mesure la nature de plus en plus totalitaire du régime se traduit-elle par des décisions irrationnelles sur le plan économique ?

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, le régime a réexaminé en profondeur ses priorités. Cela s'est traduit par une importance accrue des considérations politiques sur les considérations économiques, d'autant plus pour les sujets perçus comme liés à la sécurité nationale. Pour les observateurs extérieurs, les décisions prises ont un caractère imprévisible et parfois surprenant, tant leur coût économique semble effarant. La persistance dans la stratégie « zéro Covid » en est un bon exemple.

On peut aussi s'interroger sur la pertinence de certaines analyses conduites par les dirigeants chinois : par exemple, au sujet des attitudes des investisseurs étrangers, il semble exister un biais qui conduit les autorités chinoises à estimer que ceux-ci ne se détourneront jamais du marché chinois et de son potentiel. Ne commettent-ils pas la même erreur que les observateurs étrangers, lorsque ceux-ci pensent que telle

ou telle décision ne sera pas prise car « la Chine reculera devant les conséquences économiques »? Le changement de logiciel n'est pas seulement du côté chinois. Il semble, par exemple, que les restrictions américaines en matière de vente d'équipements sensibles pour la fabrication des microprocesseurs les plus avancés n'ont pas été correctement anticipées par les décideurs chinois. La même analyse vaut pour la promulgation de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, avec peut-être en plus, dans ce cas, un sentiment de toute-puissance : « Non seulement les étrangers ne partiront pas mais, même s'ils partent, nous saurons nous passer d'eux. »

***Quel serait le coût économique d'une attaque de Taïwan par la Chine ?
Pourrait-il être dissuasif ?***

Les considérations économiques pèseront évidemment, au côté des considérations militaires, politiques et stratégiques, car aucun dirigeant ne peut prendre à la légère le risque de remettre en cause les fruits de quarante ans de progrès économique, qui sont l'un des principaux accomplissements du régime et une source de sa légitimité.

Le coût économique dépend évidemment des scénarios envisagés et de l'intensité militaire d'un conflit. L'objectif premier des dirigeants chinois reste sans doute, à ce stade, de « vaincre sans combattre », en faisant en sorte que les Taïwanais considèrent toute résistance comme futile. Dans un tel scénario, les principaux coûts économiques seraient ceux d'éventuelles sanctions financières et commerciales prononcées à l'encontre de la Chine par les États-Unis et leurs alliés. Les autorités redoutent les conséquences de telles sanctions, et l'un des objectifs de leur stratégie économique est de s'y rendre moins vulnérables, en développant la capacité technologique de la Chine pour réduire sa dépendance aux importations de biens de haute technologie. Si l'on veut se rassurer, on peut y voir le signe qu'elles considèrent que le moment d'une invasion n'est pas encore venu.

Reste la question du seuil en deçà duquel ces coûts seraient considérés comme tolérables. Aujourd'hui, les autorités chinoises semblent prêtes à envisager des coûts économiques plus importants que par le passé lorsqu'ils estiment que les intérêts fondamentaux du pays sont en jeu.

Les dirigeants chinois sont aussi très clairs sur le fait qu'ils n'écartent pas le scénario d'une invasion, dont le coût économique et humain serait colossal. Nous sortirions, dans cette hypothèse, d'un cadre où la rationalité économique resterait un facteur déterminant.

Le découplage est souvent invoqué comme une nécessité économique et stratégique, à la fois en Chine et en Occident. Pouvez-vous expliquer pourquoi et quelles sont les difficultés de sa réalisation ?

Des formes de découplage sont en effet souhaitées à la fois par la Chine et de nombreux pays occidentaux et asiatiques, même si c'est pour des raisons et des objectifs différents.

La Chine a indéniablement quelques longueurs d'avance. Elle envisage la question principalement sous l'angle de la sécurité nationale. Elle a depuis longtemps fait le diagnostic de sa dépendance excessive vis-à-vis du monde extérieur, tant pour certaines matières premières et ressources énergétiques que pour des biens à fort contenu technologique (les semi-conducteurs notamment). Elle cherche à réduire cette dépendance ou, au minimum, à diversifier ses sources d'approvisionnement. Elle veut aussi diminuer sa vulnérabilité à d'éventuelles sanctions économiques, dans la perspective, entre autres, d'un conflit potentiel autour de Taïwan.

Dans le domaine financier, la Chine souhaite se rendre moins dépendante du dollar et promouvoir le rôle du yuan (*renminbi*, la « monnaie du peuple », RMB). Les progrès dans ce sens sont cependant très lents, car la Chine n'est pas encore prête à accepter une convertibilité totale du RMB, qui serait une condition indispensable pour en faire une véritable monnaie internationale, concurrente du dollar. La Chine est de ce fait particulièrement sensible aux risques de sanctions financières américaines à l'égard des banques chinoises, ce qui a imposé certaines limites au soutien qu'elle prodigue à la Russie dans son agression contre l'Ukraine.

Dans le domaine industriel, elle s'est dotée en 2015 d'un plan ambitieux (Made in China 2025), très clair et très précis quant à sa volonté de conquérir son autonomie dans des secteurs considérés comme critiques. Les événements ultérieurs, comme les sanctions américaines à l'encontre du groupe Huawei, l'ont confortée dans cette volonté. À ce souci d'ordre stratégique s'ajoutent des considérations économiques : les analyses faites en Chine s'accordent avec celles conduites à l'extérieur (y compris par les

organismes internationaux, comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale) pour estimer que l'économie chinoise dépend trop de son secteur exportateur, et devrait s'appuyer plus sur la demande intérieure. La stratégie économique de la Chine depuis 2020 consiste donc à rééquilibrer l'économie entre la demande domestique et les échanges internationaux.

Beaucoup de précautions ont été prises pour expliquer aux partenaires commerciaux de la Chine qu'il s'agissait d'un simple rééquilibrage, et en aucun cas d'un souhait de la Chine de se refermer, et pour convaincre

L'excédent commercial de la Chine est en passe d'établir un nouveau record.

les investisseurs internationaux qu'ils étaient encore bienvenus en Chine. Les dirigeants chinois savent qu'ils doivent procéder prudemment, car la Chine a toujours besoin de la technologie occidentale dans certains domaines et, surtout, de

l'accès aux marchés occidentaux. Il est à cet égard frappant que, dans la période compliquée que traverse l'économie chinoise, le secteur le plus performant reste celui des exportations. L'excédent commercial de la Chine est en passe d'établir un nouveau record.

Au total, la Chine a un plan en matière de découplage, qu'elle applique méthodiquement. On ne peut pas en dire autant des pays occidentaux. Ils envisagent, comme la Chine, la question sous l'angle de la sécurité, mais ils sont aussi sensibles aux profits que leurs entreprises dérivent de leurs opérations en Chine, ce qui rend plus complexe la formulation d'une stratégie cohérente. Il serait sans doute trop généreux de voir un plan réfléchi derrière les sanctions décidées par l'administration Trump. L'administration Biden ne s'est pas encore dotée d'une doctrine claire, même si elle a renforcé les mesures visant à restreindre l'accès par la Chine à des technologies américaines, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs, qui représente le talon d'Achille de la technologie chinoise. Pour les pays européens, la publication du rapport *Made in China 2025* a constitué une première alerte. Mais il aura fallu la crise de la Covid, les problèmes d'approvisionnement (en masques et autres équipements critiques) qu'elle a révélés et les ruptures dans les chaînes logistiques (notamment dans l'automobile) qu'elle a provoquées pour que le sujet de la dépendance excessive des économies européennes vis-à-vis de la Chine fasse l'objet d'un réel débat et d'un examen stratégique. Chaque pays a sa propre situation, sa propre analyse et ses

propres intérêts, et il n'y a pas encore d'unité à ce sujet, même si l'Union européenne joue un rôle important en stimulant la réflexion des États membres. Il faudra du temps et surtout pas de précipitation, car les chaînes logistiques qui sont actuellement situées pour tout ou partie en Chine sont irremplaçables à court ou même moyen terme.

Le découplage continuera donc, mais sans doute lentement et progressivement, car il semble à ce stade qu'aucune des parties ne juge qu'il soit dans son intérêt de précipiter les choses.

Propos recueillis par Chloé Froissart



Une seule Chine ?

Défendre le *statu quo* à Taïwan

Antoine Bondaz

Au mois d'août 2022, la Chine a délibérément provoqué une nouvelle crise dans le détroit de Taïwan au prétexte de la visite sur l'île de la présidente américaine de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. Les instruments utilisés de la coercition chinoise étaient connus : exercices militaires, sanctions économiques, cyberattaques, déformation du droit international et désinformation à grande échelle. Mais, pour la première fois, ces tensions ont conduit le G7 à publier un communiqué dédié, et au président de la République française à les mentionner publiquement dans son discours aux ambassadrices et aux ambassadeurs, attestant d'une prise de conscience des risques croissants.

Au cours des vingt dernières années, le rapport de force a radicalement changé dans le détroit de Taïwan. La Chine a quintuplé ses dépenses militaires, alors que celles de Taïwan ont stagné. L'Armée populaire de libération s'est dotée d'importantes capacités militaires, notamment balistiques et amphibies, pour avoir les moyens de mener d'ici 2027 des opérations militaires de grande envergure autour et sur Taïwan, voire d'envahir l'île¹. Pékin accroît progressivement la pression sur l'île. Les incursions dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan par des avions militaires chinois, autrefois rares, sont devenues quasi quotidiennes. Le continent cherche à isoler l'île sur la scène internationale, à empêcher sa participation aux organisations internationales et à entraver les visites de parlementaires étrangers, une pratique pourtant banale et courante.

Alors que les parallèles se multiplient entre l'invasion russe de l'Ukraine et le risque d'une invasion chinoise de Taïwan, il faut rappeler que l'enjeu n'est pas seulement l'influence d'un État sur un autre ou l'expansion territoriale d'un État au détriment d'un autre. Il s'agit surtout de l'ambition d'un membre permanent du Conseil de sécurité de faire disparaître

1 - "China able to take on Taiwan, allies by 2027: MND" [en ligne], *Taipei Times*, 6 juin 2022.

Taïwan en tant qu'entité politique souveraine et indépendante. L'enjeu pour les Européens n'est donc pas entre le *statu quo* et le « sécessionnisme », comme l'affirme Pékin, mais bien entre l'annexion, sous couvert de « réunification », et le *statu quo*.

Les motivations du Parti communiste chinois (PCC) pour prendre le contrôle de l'île sont au moins triples. Politiquement, le PCC entend mettre un terme aux derniers vestiges de la guerre civile, qui avait vu le Parti nationaliste se recroqueviller sur Taïwan, et faire disparaître la République de Chine, le régime politique à Taïwan. Militairement, l'Armée populaire de libération entend être en mesure d'installer ses forces armées sur l'île afin d'accroître sa profondeur stratégique, modifier à son profit l'environnement sécuritaire du Japon et se projeter sans entrave vers l'océan Pacifique. Idéologiquement, le PCC entend imposer son argument qu'il n'existe aucune alternative à son *leadership* en Chine et éliminer le contre-modèle que constitue Taïwan – une société de culture chinoise, multiethnique, qui s'est démocratisée de l'intérieur après une période de dictature².

Dans ce cadre, il est important de mieux comprendre certains éléments de la stratégie chinoise, dont l'opportunisme du PCC pour renforcer la pression sur Taïwan, sa volonté d'imposer son récit sur la scène internationale et le durcissement de sa politique envers Taïwan, avant de mettre en avant l'importance de maintenir le *statu quo* pour les Européens.

Pression continue et accrue sur l'île

Début août, une délégation du Congrès américain avec à sa tête Nancy Pelosi se rendait dans la région indo-pacifique, notamment à Singapour, en Malaisie, en Corée du Sud et au Japon, mais aussi et surtout à Taïwan. Cette visite, la première pour un président de la Chambre des représentants depuis celle de Newt Gingrich en 1997, a été instrumentalisée par Pékin, l'utilisant comme prétexte pour changer le *statu quo* dans le détroit de Taïwan, notamment militaire, et renforcer une stratégie de pression, dans tous les domaines, à l'œuvre depuis l'élection de la présidente Tsai Ing-wen en 2016.

2 - Voir Antoine Bondaz, « Chine. Des valeurs au service du Parti », *Inflexions*, vol. 48, n° 3, 2021, p. 19-26.

Contrairement aux arguments avancés par la Chine afin de justifier sa réaction, cette visite ne signifiait en rien une évolution de la politique étrangère américaine. Celle-ci repose notamment sur l'absence de relations diplomatiques avec la République de Chine (Taïwan) depuis 1979. Si cette visite était politique, elle n'avait pas valeur de changement de politique. En respect de la séparation des pouvoirs, Nancy Pelosi est une parlementaire et appartient au pouvoir législatif et non au pouvoir exécutif. Le président Joe Biden lui-même n'avait pas soutenu sa visite : « *L'armée pense que ce n'est pas une bonne idée pour l'instant*³. » La présidente de la Chambre avait placé sa visite dans la région sous le triptyque « *sécurité mutuelle, partenariat économique et gouvernance démocratique* », souhaitant notamment « *montrer au monde entier le succès du peuple de Taïwan* », et ainsi rappeler les liens et coopérations nombreuses entre les sociétés américaines et taïwanaises. L'élue de Californie avait pris soin d'insister, dès son arrivée sur l'île, que sa visite ne contredisait « *en rien la politique de longue date des États-Unis, guidée par le Taiwan Relations Act, les communiqués conjoints États-Unis-Chine et les Six Assurances*⁴ ».

Au prétexte de cette visite, la Chine a réalisé, du 4 au 15 août 2022, une série d'exercices militaires sans précédent qui avaient été préparés en amont. L'Armée populaire de libération a annoncé sept zones d'interdiction autour de l'île, bloquant des voies navigables et des routes aériennes internationales parmi les plus fréquentées au monde. Elle y a réalisé des exercices visant à simuler un blocus⁵. Ces exercices sont les plus importants de l'histoire par leur nature et leur ampleur, mais aussi les plus complexes depuis la réforme organisationnelle de l'Armée

3 - Phelim Kine, "How Biden bungled the Pelosi trip" [en ligne], *Politico*, 3 août 2022. La dernière visite d'un membre du cabinet remonte en réalité à août 2020, lorsque le secrétaire américain à la Santé et aux Services sociaux, Alex Azar, s'est rendu dans l'île. C'était une première sous l'administration Trump, la précédente visite ayant eu lieu sous l'administration Obama avec la visite de la directrice de l'Agence de protection de l'environnement, Gina McCarthy, en 2014.

4 - "Pelosi, Congressional delegation statement on visit to Taiwan" [en ligne], Speaker's Press Office, 2 août 2022. Cette visite s'inscrivait par ailleurs dans la longue série des délégations parlementaires se rendant régulièrement sur l'île. Pour la seule année 2022, on peut mentionner celles du sénateur démocrate du New Jersey Bob Menendez et du sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham en avril ; de la sénatrice démocrate de l'Illinois Tammy Duckworth en mai ; ou encore du sénateur républicain de Floride Rick Scott en juillet. Depuis août, les visites de parlementaires mais aussi de gouverneurs américains se sont poursuivies, à l'instar des gouverneurs républicains de l'Arizona et de l'Indiana.

5 - Entretien de l'auteur avec des officiers du ministère de la Défense nationale de la République de Chine (Taïwan), septembre 2022.

populaire de libération de 2015, qui a créé le théâtre de commandement oriental en charge de toute crise militaire dans le détroit par le biais d'opérations interarmées. Une dizaine de missiles balistiques ont été lancés, dont quatre ont survolé l'île et cinq sont tombés dans la zone économique exclusive du Japon, une première. Surtout, alors que les avions militaires chinois ne franchissaient la ligne médiane dans le détroit de Taïwan qu'à de rares exceptions (quatre fois seulement depuis le début de l'année), deux cent quatre-vingt-dix-huit avions l'ont franchi entre le 3 et le 31 août⁶, réduisant le temps de réaction des forces armées taïwanaises et accroissant la pression psychologique sur la population.

De nombreuses cyberattaques ont été recensées par le Commandement des forces d'information, de communication et d'électronique, créé en 2017 pour défendre la « souveraineté numérique » de Taïwan. Elles ont visé de nombreux sites officiels, comme celui du ministère de la Défense nationale ainsi que des serveurs d'entreprises privées. Plus de deux cent cinquante opérations de manipulation de l'information, visant à discréditer la réponse du gouvernement et à démoraliser la population, ont été répertoriées. La désinformation chinoise, tout comme l'ingérence dans les processus électoraux, est bien connue sur l'île, qui tente d'y faire face depuis de nombreuses années⁷. La Chine a aussi renforcé sa coercition économique envers Taïwan en suspendant l'importation de trente-cinq catégories de produits agricoles et alimentaires, soit plus de deux mille produits d'exportations taïwanais⁸. Ces sanctions économiques chinoises ne sont pas nouvelles. En 2016, le pays avait limité les voyages de groupe sur l'île, en faisant chuter le nombre de touristes chinois de 4,2 millions en 2015 à 2,7 millions de personnes en 2019⁹. Cette nouvelle crise est remarquable par son intensité, notamment sur le plan militaire, mais s'intègre donc dans une stratégie plus ancienne visant à accroître la pression sur l'île.

6 - Calculs réalisés par l'auteur à partir des données cartographiques publiées par le ministère de la Défense nationale de la République de Chine (Taïwan).

7 - Voir Jude Blanchette, Scott Livingston, Bonnie S. Glaser et Scott Kennedy, *Protecting Democracy in an Age of Disinformation: Lessons from Taiwan* [en ligne], Center for Strategic and International Studies, janvier 2021.

8 - Kathrin Hille et William Langley, "China suspends 2,000 food products from Taiwan as Nancy Pelosi visits", *Financial Times*, 3 août 2022.

9 - Statistiques du Bureau du tourisme de la République de Chine (Taïwan), 2021.

Une seule Chine : principe ou politique ?

Le PCC, à travers une puissance discursive amplifiée par les outils de propagande et d'influence en Chine comme à l'étranger, vise à légitimer sa politique tout en essayant de délégitimer les réactions internationales. Les dirigeants du PCC répètent, à l'instar du ministre des Affaires étrangères Wang Yi à la tribune de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 2022, que « *le principe d'une seule Chine est devenu une norme de base dans les relations internationales et un consensus général de la communauté internationale*¹⁰ ». Pékin cherche à imposer l'idée que tous les pays ayant des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine reconnaîtraient sa souveraineté sur Taïwan et ne pourraient pas approfondir les coopérations existantes avec le pays. C'est inexact.

Pékin mène une campagne visant à réinterpréter la résolution 2758 de l'ONU qui, en 1971, a accordé à la République populaire de Chine le siège jusqu'alors occupé par la République de Chine à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité de l'ONU, sans pour autant se prononcer sur le statut spécifique de Taïwan¹¹. Les efforts de Pékin pour « réécrire » les documents de l'ONU mentionnant le statut de Taïwan se sont intensifiés ces trente dernières années, afin d'internationaliser son « *principe d'une seule Chine* » et de confondre la résolution 2758 avec celui-ci.

Tous les pays, sans exception, ne reconnaissent qu'une seule Chine. Aucun pays n'a simultanément de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine et la République de Chine. Si l'immense majorité des pays a des relations avec la République populaire de Chine, comme la France depuis 1964 et les États-Unis depuis 1979, encore quatorze pays, dont Haïti et le Vatican, ont des relations diplomatiques avec la République de Chine. Surtout, il n'y a aucun consensus international sur le statut de Taïwan, et il est fondamental de différencier le « *principe d'une seule Chine* », le terme employé par Pékin pour signifier que Taïwan fait partie de la République populaire de Chine, et la « *politique d'une seule Chine* », le terme employé par Washington, Berlin ou Londres, pour qui la République populaire de Chine est le seul représentant de la Chine, mais pour qui le

10 - H.E. Wang Yi, "Making every effort for peace and development and shouldering the responsibility for solidarity and progress" [en ligne], Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 25 septembre 2022.

11 - Voir Jessica Drun et Bonnie S. Glaser, *The Distortion of UN Resolution 2758 to Limit Taiwan's Access to the United Nations* [en ligne], The German Marshall Fund of the United States, mars 2022.

statut de Taïwan demeure indéterminé. Par exemple, dans le communiqué de 1972, les États-Unis ont simplement pris note (*acknowledge*) de la position de Pékin sur Taïwan, sans pour autant la reconnaître (*recognize*)¹².

Rien n'empêche, par ailleurs, ces différents pays de développer des coopérations avec Taïwan. La position française est, sur ce point, explicite et a été rappelée en détail par Jean-Yves Le Drian, alors ministre des Affaires étrangères, en juin 2021. La France reconnaît le gouvernement de la République populaire de Chine comme seul représentant de la Chine depuis 1964 et n'entretient pas de relations diplomatiques avec Taïwan. Pour autant, la France « *développe des coopérations avec Taïwan*¹³ », et ce dans tous les domaines. Ces coopérations sont facilitées par la présence du Bureau français à Taipei et d'un Bureau de représentation de Taipei en France. La France soutient également la participation de Taïwan aux organisations internationales lorsque le statut des organisations le permet, par exemple à l'Organisation mondiale de la santé ou à l'Organisation de l'aviation civile internationale. Les échanges parlementaires sont également nombreux, par le biais de groupes d'amitié, bien qu'ils n'en portent pas le nom, au Sénat et à l'Assemblée nationale depuis 1989, et se traduisent notamment par des visites parlementaires (quatre entre octobre 2021 et octobre 2022).

Une conquête plus que la réunification

Non satisfait d'accroître la pression sur Taïwan et de chercher à limiter les interactions internationales avec Taïwan, le PCC fait évoluer sa politique officielle envers l'île et veut la faire accepter à l'étranger. Pékin a publié, le 10 août 2022, un livre blanc sur Taïwan, le premier depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, et le troisième après ceux de 1993 et 2000, dont il dévie fortement¹⁴. Il est indispensable de rappeler au préalable la volonté

12 - « Communiqué conjoint sino-américain (28 février 1972) », traduit en annexe de François Joyeux, « La Chine populaire dans les relations internationales. Rapport de synthèse d'un groupe de travail », *Politique étrangère*, vol. 38, n° 4, 1973.

13 - « Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, en réponse à une question sur Taïwan, à l'Assemblée nationale le 8 juin 2021 » [en ligne], France Diplomatie, juin 2021.

14 - « La question de Taïwan et la cause de la réunification de la Chine à l'ère nouvelle » [en ligne et en chinois], Bureau des affaires taïwanaises du Conseil des affaires de l'État et Bureau d'information du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, 10 août 2022.

du PCC d'imposer ses éléments de langage afin de déformer le débat public à son avantage. Le titre même du livre blanc évoque la « *réunification de la Chine* » en omettant de rappeler que la République populaire de Chine n'a jamais administré Taïwan. Par ailleurs, la référence au PCC est omniprésente avec trente-trois mentions en 2022, contre seulement trois en 1993, systématiquement avant le gouvernement et le peuple chinois. La prise de contrôle de Taïwan est devenue une « *mission historique* » du Parti, ce qui vise à démontrer sa détermination, mais l'enferme en même temps dans une logique d'escalade permanente.

L'édition de 2022 marque une évolution nette par rapport aux deux précédentes éditions et témoigne du virage opéré par la Chine dans sa volonté, non plus de convaincre, mais bien de contraindre les Taïwanais. Premièrement, il est mentionné que si le pays n'était pas « *réunifié* », alors Taïwan serait utilisé par « *des forces extérieures* », « *comme un pion pour saper le développement et les progrès de la Chine* ». Rappelons qu'il n'y a ni base militaire américaine à Taïwan, ni exercices militaires conjoints entre les forces armées taïwanaises et américaines. La menace militaire, aujourd'hui, va dans un seul sens, du continent vers l'île, alors qu'elle allait, pendant les années 1950 et 1960, dans les deux sens. Plus généralement, l'île ferait l'objet d'« *ingérence étrangère* », une expression récurrente qui s'inscrit dans la volonté de Pékin de présenter Taïwan comme victime des ambitions américaines et, surtout, de nier toute volonté propre au peuple taïwanais.

Deuxièmement, le terme « *indépendance de Taïwan* » (台独/台湾独立) est omniprésent, avec trente-huit mentions en 2022 contre douze en 2000, en lien notamment avec l'adoption en 2005 de la loi anti-sécession, qui affirme que le pays n'entend pas renoncer à l'usage de la force et se réserve la possibilité « *de prendre toutes les mesures nécessaires* » pour parvenir à la « *réunification* ». L'objectif est de présenter le statut de Taïwan comme une simple question de politique intérieure, mais surtout de discréditer le parti au pouvoir sur l'île, le Parti démocrate progressiste, dont la présidente a été réélue en 2020 avec un score historique et plus de huit millions de voix. Ce parti est aujourd'hui autonomiste, dans le sens du maintien du *statu quo*, et non indépendantiste, non seulement parce que la majorité des Taïwanais se considèrent comme indépendants de fait¹⁵,

15 - Keoni Everington, "76 % of Taiwanese believe Taiwan already independent under status quo" [en ligne], *Taiwan News*, 4 mars 2022.

mais aussi parce qu'il n'existe pas de débat majeur sur une potentielle demande d'adhésion à l'ONU, contrairement au milieu des années 2000.

Troisièmement, le concept « *un pays, deux systèmes* » est profondément redéfini par Pékin, les deux systèmes étant présentés comme « *subordonnés à un pays et en découlant* ». Les mentions faites en 1993, selon lesquelles Taïwan pourrait avoir un « *pouvoir judiciaire indépendant* », « *gérer ses affaires politiques, militaires, économiques et financières* » et selon lesquelles « *le continent n'enverra pas de troupes ou de personnel administratif sur l'île* » après une « *réunification* », sont absentes du livre blanc de 2022. Cette évolution est cohérente avec la politique de répression et d'harmonisation forcée à Hong Kong, en flagrante violation des engagements pris par Pékin en 1984 avec le Royaume-Uni et en 1990 avec la population hongkongaise.

Enfin, il est écrit que « *tous les compatriotes taïwanais qui soutiennent la réunification du pays et le rajeunissement de la nation seront les maîtres de la région* », une référence qui rappelle là aussi les termes utilisés à Hong Kong. Or l'immense majorité des Taïwanais est en faveur du *statu quo* (64,1 %) et une infime minorité en faveur de l'unification à court terme (1,3 %) ¹⁶. Qu'en serait-il donc de ceux qui s'opposeraient à l'unification ? Hong Kong nous offre un premier aperçu avec l'adoption de la loi sur la sécurité nationale en 2020, qui pénalise désormais la sécession, la subversion, le terrorisme et la collusion, tous passibles de la prison à vie.

Surtout, les propos tenus, et répétés, par l'ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye, concernant la « *rééducation* » d'une population taïwanaise « *endoctrinée, intoxiquée* » par une « *propagande de dé-sinisation* ¹⁷ » ne sont pas

Le problème est le refus délibéré du PCC de prendre en compte la volonté du peuple taïwanais.

une erreur de communication, mais des propos explicites visant à intimider et *in fine* contraindre les Taïwanais. Le problème inhérent est le refus délibéré du PCC de prendre en compte la volonté du peuple taïwanais, notamment l'émergence d'une identité proprement taïwanaise, rendue possible par la démocratisation. Selon le Centre d'étude des élections de l'université nationale Chengchi à Taïwan, qui analyse depuis trente ans les changements dans ces identités, le nombre de Taïwanais

16- "Taiwan independence vs. unification with the mainland (1994/12-2022/06)" [en ligne], Election Study Center, National Chengchi University, 12 juillet 2022.

17- « L'ambassadeur de Chine en France évoque une nécessaire "rééducation" face à la résistance de Taïwan » [en ligne], *L'Obs*, 8 août 2022.

se présentant comme uniquement Chinois s'effondre continûment (25,5 % en 1992, 9,2 % en 2002, 3,6 % en 2012 et 2,4 % en 2022), tout comme celui des Taïwanais se considérant comme Chinois et Taïwanais (46,4 % ; 43,7 % ; 38,5 % ; 30,4 %), alors qu'une vaste majorité se considère comme Taïwanais (17,6 % ; 41,2 % ; 54,3 % ; 63,7 %), un nombre encore plus important chez les jeunes¹⁸.

Une prise de conscience indispensable de l'Europe

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, les craintes d'une invasion chinoise de Taïwan se multiplient. À court terme, ces craintes semblent surestimées. La Chine ne dispose pas des capacités militaires nécessaires¹⁹ et la société taïwanaise demeure résiliente aux pressions chinoises. Surtout, les garanties de sécurité américaines apportées à Taïwan, malgré l'absence d'alliance formelle, demeurent crédibles. Pour autant, prendre le contrôle de l'île, et ce par tous les moyens, reste l'objectif immuable du PCC. Surtout, il existe d'ores et déjà une leçon à tirer de la guerre en Ukraine : comment convaincre la Chine de ne pas envahir Taïwan, alors que nous n'avons pas réussi à convaincre la Russie de ne pas envahir l'Ukraine ?

Face à la stratégie chinoise, les pays occidentaux appellent de plus en plus ouvertement au maintien du *statu quo*, et s'opposent à tout changement unilatéral et par la force de celui-ci. Les pays membres du G7 ont mentionné Taïwan pour la première fois dans un communiqué en 2021²⁰, avant d'y consacrer un communiqué complet en 2022²¹. Les États-Unis multiplient les déclarations et sont de plus en plus explicites sur le fait que le pays se tient prêt à défendre son partenaire²². Alors que la diplomatie française restait relativement silencieuse, et effaçait même

18 - "Taiwanese/Chinese identity (1992/06-2022/06)" [en ligne], Election Study Center, National Chengchi University, 12 juillet 2022.

19 - Voir Collin Fox, Trevor Phillips-Levine et Kyle Cregge, "Hedging with humility: Reassessing China's power projection capabilities against Taiwan" [en ligne], *War on the Rocks*, 1^{er} septembre 2022.

20 - « Communiqué des ministres des Affaires étrangères et du Développement du G7 » [en ligne], France Diplomatie, 5 mai 2021.

21 - « Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 sur la préservation de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan », France Diplomatie, 3 août 2022.

22 - Voir Frances Mao, "Biden again says US would defend Taiwan if China attacks" [en ligne], BBC News, 19 septembre 2022.

soigneusement Taïwan et la situation dans le détroit des documents officiels²³, elle s'exprime désormais ouvertement sur le sujet. Ces prises de parole sont autant de signaux envoyés à la Chine, mais risquent de ne pas suffire à long terme.

Pour les Européens, le maintien du *statu quo* ne relève pas simplement de l'opposition entre démocratie et autocratie, et ce même si Taïwan est classée au huitième rang des démocraties les plus abouties au monde²⁴. C'est une question de défense du droit international, y compris dans la nécessité d'empêcher la Chine de le déformer et d'en imposer sa propre interprétation, mais aussi, et peut-être surtout, une question de défense de nos intérêts économiques et de sécurité. Une guerre dans le détroit mettrait en danger la vie de plus de 15 000 citoyens européens résidant à Taïwan. Loin de rester local, tout conflit prendrait une ampleur globale. Il impliquerait au moins les États-Unis et potentiellement le Japon, ainsi que d'autres alliés conventionnels des États-Unis dans la région. Il provoquerait d'énormes perturbations dans les chaînes de valeur et menacerait les investissements directs étrangers européens sur l'île. Tirant toutes les leçons de la guerre en Ukraine, jouer un rôle actif en contribuant à maintenir le *statu quo* dans le détroit de Taïwan devrait être une priorité de l'Europe²⁵.

23 - Voir A. Bondaz, "Searching for a bolder China policy" [en ligne], *Echowall*, 30 novembre 2020.

24 - "Democracy Index 2021: The China challenge" [en ligne], Economist Intelligence, *The Economist*, 2022.

25 - Voir A. Bondaz, « Renforcer la coopération tout en maintenant le *statu quo* dans le détroit de Taïwan », dans Sylvie Bermann et Elvire Fabry (sous la dir. de), *Construire l'autonomie stratégique de l'Europe face à la Chine* [en ligne], Institut Jacques Delors, rapport n° 124, décembre 2021, p. 59-68.

